

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

POSTE ET
TÉLÉCOMMUNICATIONS

La 5G arrive à grands pas

Lire l'article de M. Aziza page 3



POUR RENFORCER LA RÉSISTANCE
FACE À L'OCCUPATION SIONISTE

Appel à un gouvernement d'union nationale

Lire l'article de
Mohamed Mehdi
page 2



MOSTAGANEM

Des arrestations pour incitation à la spéculation sur la pomme de terre

P. 4

ALGÉRIE-USA

La coopération énergétique se renforce

P. 4



FABRICATION
DE PANNEAUX SOLAIRES

Le groupe chinois LONGI veut investir en Algérie

P. 4



Pour renforcer la résistance face à l'occupation sioniste Appel à un gouvernement d'union nationale

Mohamed Mehdi

Mardi, 564^e jour de l'agression sioniste et 52^e jour de blocus humanitaire total, l'armée sioniste poursuit ses massacres contre la population civile de Ghaza. Le nouveau bilan statistique quotidien du ministère de la Santé de l'enclave indique que le nombre de victimes de la barbarie israélienne s'est élevé à 51.266 martyrs et 116.991 blessés, dont les 26 martyrs et 60 blessés enregistrés lors des précédentes 24 heures (lundi). Le document note également que depuis la reprise des bombardements, le 18 mars dernier, le nombre de victimes a atteint 1.890 martyrs et 4.950 blessés. Des sources médicales ont indiqué à Al Jazeera que les bombardements ont fait, mardi, au moins 28 martyrs et des dizaines de blessés. Arrêté aux environs de 15h (locale), ce bilan pourrait être revu à la hausse à la fin de la journée.

Outre le ciblage des tentes des personnes déplacées et les environs de l'hôpital pour enfants Al-Durra dans le quartier d'Al-Tuffah, à l'est de la ville de Ghaza, l'aviation militaire sioniste a bombardé, hier, des équipements lourds de travaux publics destinés à déblayer les gravats pour tracer des routes et retrouver les corps des martyrs sous les décombres, dont certains ont été introduits par l'Egypte au début de la période de cessez-le-feu. Le journaliste d'Al Jazeera, Anas al-Sharif, a rapporté que pas moins de 10 bulldozers, dont 9 ont été acheminés par l'Egypte, et des camions citernes d'eau et de carburant, ainsi qu'un camion de débouchage d'égouts, ont été bombardés dans la nuit de lundi à mardi dans le parc à véhicules appartenant à la Municipalité de Jabaliya an-Nazla.

LA RÉFORME DE L'OLP S'IMPOSE

Dans une déclaration publiée, mardi, par son Bureau politique, le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) a appelé à la «formation d'un gouvernement de consensus national» et à «la reconstruction du système politique palestinien et la réforme de l'Organisation de libération de la Palesti-

ne, le seul représentant légitime du peuple palestinien où qu'il se trouve».

Cette déclaration intervient après une réunion «avec une délégation du Fatah» au cours de laquelle le FPLP «a affirmé sa position appelant à la réalisation de l'unité nationale face à l'occupation et à son agression brutale», à «la reconstruction du système politique palestinien et la réforme de l'Organisation de libération de la Palestine», de «restaurer son rôle de libération sur des bases démocratiques et participatives, en garantissant la fin de l'approche individualiste, de l'hégémonie et de la division, et en adoptant la démocratie et le partenariat dans la décision des affaires nationales et la gestion du conflit avec l'occupation».

Le FPLP a décliné sa participation à une «session du Comité central» de l'OLP, «considérant qu'il s'agit d'une mesure partielle qui ne peut se substituer aux étapes définies par les cycles de dialogue et leurs résultats répétés, dont la mise en œuvre a été retardée plus d'une fois». «Le Front affirme toutefois son engagement à poursuivre le dialogue avec le mouvement Fatah et toutes les forces nationales et islamiques afin de construire l'unité nationale sur la base d'un programme et d'une stratégie nationale», et appelle à «former un gouvernement de consensus national».

Le FPLP appelle également «à la formation d'une direction nationale unifiée pour la résistance populaire» pour «faire face aux politiques d'annexion et de judaïsation et aux plans de démantèlement du territoire national, pour contrer les tentatives d'imposer des cantonnements, l'isolement et le siège à notre peuple, et pour faire face à la construction et à la consolidation des colonies comme un fait accompli dans le cadre de sa guerre contre l'existence palestinienne».

En outre, le communiqué du FPLP «appelle les dirigeants palestiniens à prendre des mesures concrètes pour renforcer la détermination de notre peuple à Ghaza et restaurer la position de la bande en tant que composante nationale fondamentale, loin des considérations étroites de sécurité et d'administration».

Attaf reçoit le vice-ministre des Affaires étrangères d'Azerbaïdjan

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a reçu, mardi, le vice-ministre des Affaires étrangères de la République d'Azerbaïdjan, Yalchin Rafiyev, en visite officielle en Algérie, indique un communiqué du ministère.

Cette visite s'inscrit dans le cadre de la tenue de la 2e session des consultations politi-

ques algéro-azerbaïdjanaises, coprésidée par M. Yalchin Rafiyev et le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Lounès Magramane, précise le communiqué.

Cette rencontre a permis de passer en revue «les résultats des consultations politiques entre les deux pays et de réaffirmer l'aspiration des deux parties à concrétiser la feuille

de route convenue, en vue d'insuffler une plus grande dynamique aux relations algéro-azerbaïdjanaises», ajoute la même source.

Les deux parties ont également réitéré «leur engagement à perpétuer les traditions de la concertation politique et de la coordination conjointe dans les différentes Organisations internationales et régionales d'appartenance commune», conclut le communiqué.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Le Tourisme en méditation

L'ambition de faire du tourisme un puissant levier économique, voire ériger ce secteur en priorité stratégique, visant la diversification des rentrées en devises du pays, fait son petit bonhomme de chemin.

Dès le début de son premier mandat, le Président Tebboune a incité le gouvernement à rendre attractive la destination Algérie et s'occuper du développement du tourisme d'une manière générale, à la traîne par rapport à d'autres pays qui ont fait de ce secteur le premier pourvoyeur de devises pour les caisses de leurs pays.

D'autant que l'Algérie possède des atouts touristiques indiscutables. Ainsi, furent lancés des projets ambitieux dans le cadre du renforcement des infrastructures d'accueil et de services (hôtels et complexes touristiques), ainsi que l'adoption d'une politique globale aspirant «à bâtir une industrie touristique de premier plan, à même de contribuer à la prospérité du pays et au progrès social des citoyens», selon les déclarations des responsables qui se sont succédés à la tête du département du Tourisme.

Des résultats positifs existent quand on compare la situation qui prévalait dans ce secteur avant 2020. Le pays s'est doté d'importantes infrastructures touristiques, et le nombre des touristes étrangers qui ont visité l'Algérie, ces dernières années, a considérablement augmenté.

Sur ce plan, les chiffres officiels parlent d'eux-mêmes, près de 3,3 millions de touristes ont visité l'Algérie en 2023, dont 2,2 millions d'étrangers, et des recettes qui ont atteint 1,6 milliard de dollars. Une dynamique appelée à se poursuivre et se renforcer, avec

des prévisions d'accueillir pas moins de 12 millions de touristes étrangers à l'horizon 2030.

En somme, tout était mis en œuvre pour promouvoir le tourisme sur les marchés intérieurs et internationaux.

Mais, on semble se rendre à l'évidence que le développement touristique n'est pas entre les mains du gouvernement. C'est ce qu'on peut comprendre quand on prête bonne attention aux récentes déclarations du Président Tebboune lors de la rencontre avec les opérateurs économiques.

En réponse à un participant qui a lancé du fond de la salle «le tourisme», le président a soutenu que l'investissement, dans le domaine touristique, est libre. «Le secteur du tourisme est ouvert à ceux qui souhaitent y investir», a-t-il lancé. Mais, a-t-il ajouté, le tourisme ce n'est pas seulement une affaire d'infrastructures, c'est beaucoup plus que cela, tout réside dans l'attitude, l'approche humaine et l'ouverture d'esprit, a-t-il indiqué. Une affaire de culture, comme titre au développement du tourisme. «Le tourisme, c'est l'accueil. Car celui qui a la colonne vertébrale rigide ne peut pas faire de tourisme. Il faut donc avoir une colonne vertébrale souple, pour pouvoir être flexible», a considéré le président. En termes plus crus, qui ont livré une vision globale sur quoi doit s'adosser le développement du tourisme, il a mis l'accent sur ce qui manque à l'Algérien pour booster le tourisme, «céder un peu sur son honneur et sa dignité», sans que cela ne signifie humiliation, mais plutôt ouverture, adaptation, tolérance, «sinon, à quoi bon faire du tourisme?» a-t-il estimé. Des mots qui méritent une profonde méditation.

Chanegriha reçoit le chef d'Etat-major de la Défense du Rwanda

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP) a reçu, mardi à Alger, le Chef d'Etat-major de la Défense de la République du Rwanda, le Général d'Armée Mubarakh Muganga, qui effectue une visite en Algérie, à la tête d'une importante délégation militaire, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

"Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'ANP, a reçu en audience, ce mardi 22 avril 2025, au siège de l'Etat-major de l'ANP, le Général d'Armée Mubarakh Muganga, Chef d'Etat-major de la Défense de la République du Rwanda, qui effectue une visite en Algérie, à la tête d'une importante délégation militaire", précise la même source.

La cérémonie d'accueil a été entamée par le salut du drapeau national, suivi du salut militaire présenté à l'hôte par une formation militaire, représentant les différentes Forces de

l'ANP. Ont pris part à cette rencontre, "le Secrétaire général du ministère de la Défense nationale, les commandants de Forces, les chefs de départements et des directeurs centraux de l'Etat-major de l'ANP et du ministère de la Défense nationale, ainsi que les membres de la délégation rwandaise".

Lors de cette rencontre, les deux parties ont passé en revue "les opportunités de coopération militaire bilatérale, ainsi que les voies et moyens de renforcer la coordination sur les questions d'intérêt commun. Ils ont également évoqué les défis sécuritaires, de par le monde, et en Afrique particulièrement, et échangé les points de vue sur les différentes questions d'actualité", ajoute la même source.

A cette occasion, "le Général d'Armée a prononcé une allocution dans laquelle il a souhaité la bienvenue au Chef d'Etat-major de la Défense rwandais, avant de faire mention du niveau atteint par les relations bilatérales, notamment à la faveur des échanges de visites entre les responsables des deux pays", indique le communiqué.

"Les relations algéro-rwandaïses ont constitué, depuis l'indépendance des deux pays, un modèle de solidarité entre les enfants de notre continent et un exemple en termes de coordination politique dans le concert des nations, pour défendre l'Afrique et ses principales causes", a déclaré le Général d'Armée Saïd Chanegriha.

"Nos relations ont, également, connu ces dernières années un nouvel essor, notamment à la faveur de la visite effectuée par le Chef d'Etat-major de la Défense des Forces de Défense rwandaïses à Alger, en septembre 2022, et de la visite que j'ai effectuée à Kigali en février 2024", a-t-il affirmé.

Le Général d'Armée Chanegriha a mis à profit cette visite "pour observer, aux côtés de la délégation hôte, un moment de recueillement à la mémoire des victimes du génocide du Rwanda, dont le 31ème anniversaire vient d'être commémoré il y a quelques jours".

"Je saisis l'occasion de la célébration par votre pays, le 7 du mois d'avril en cours, du 31ème anniversaire du génocide de 1994,

pour rendre hommage, avec vous, M. le Général d'Armée, ainsi qu'avec tout le peuple rwandais ami, à la mémoire des victimes de cette tragédie nationale, que vous avez réussi à surmonter ses séquelles et à aller de l'avant dans le processus de réconciliation nationale, de même qu'à amorcer un développement global qui est devenu un modèle à suivre sur le continent africain", a-t-il souligné.

De son côté, le Général d'Armée Mubarakh Muganga a exprimé "sa gratitude pour l'accueil qui lui a été réservé, ainsi qu'à la délégation qui l'accompagne, et sa satisfaction de la ferme volonté qu'il a constatée auprès de la partie algérienne pour consolider les relations de coopération et les concertations entre les deux pays sur les domaines d'intérêt commun, de manière à contribuer au renforcement de la sécurité et de la stabilité dans le continent africain".

Au terme de cette rencontre, les deux parties ont échangé des présents symboliques, avant que le Chef d'Etat-major de la Défense de la République du Rwanda ne signe le Livre d'Or de l'Etat-major de l'ANP.

<div>Le Quotidien <i>D'ORAN</i></div> <div>Edition Nationale d'Information Editée par la SPA ORAN - PRESSE au Capital de 195.923.000,00 DA</div>	<div>Président Directeur Général Directeur de la Publication Mohamed Abdou BENABBOU</div>	<div>Direction - Administration Rédaction 63, Ave de l'ANP - Oran B.P.N°110 - Oran Tél. 041.23.25.22 23.25.23 / 23.25.24 23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15</div>	<div>Fax Pub: 041.23.25.21 Fax et Rédaction: 041.23.25.20</div>	<div>INTERNET: http://www.lequotidien-oran.com E-mail : infos@lequotidien-oran.com publicite@lequotidien-oran.com admin@lequotidien-oran.com lequotidiendoran@yahoo.fr</div>	
			<div>Imp.: Oran : imprimerie "Le Quotidien d'Oran" Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran" Constantine : S.I.E.</div>		
			<div>Diffusion : Quest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE</div>		
			<div>«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77 E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz</div>		

Poste et Télécommunications

La 5G arrive à grands pas

La protection des données que ce soit celles des citoyens, des entreprises ou encore des institutions est une question centrale. C'est ce qu'a affirmé hier, le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, lors de son intervention au Forum d'El Moudjahid.

M. Aziza

Selon le représentant du gouvernement, 40 % des dispositions et clauses du cahier des charges relatif à l'établissement et l'exploitation d'un réseau public de télécommunications de cinquième génération qui sera fin-prêt dans deux semaines, sont consacrés à la protection des données personnelles. Le déploiement effectif des réseaux mobiles de cinquième génération (5G), ajoute le ministre, est prévu durant le deuxième semestre de l'année en cours (2025). Il s'est montré rassurant en affirmant que la loi 18-07, relative à la préservation des droits individuels dans le contexte du traitement des données couvre tous les aspects relatifs à la sécurité des informations et des données personnelles. Que ce soit, dit-il, pour les réseaux mobiles de la quatrième, cinquième ou sixième génération. M. Zerrouki a tenu à préciser que Algérie Télécom est en train de contrecarrer en permanence toutes tentatives d'attaques cybernétiques. « On doit être à jour 10 à 100 fois par jour. Il ne faut jamais baisser la garde et on doit assurer une veille permanente pour la sécurité de nos citoyens, de notre économie et de notre pays », a déclaré le ministre. Et d'affirmer que l'Algérie dispose des meilleures technologies du monde pour protéger les données,

les sites des institutions et des entités publiques et privées contre toute attaque. L'invité du Forum d'El Moudjahid a affirmé que le cahier des charges est en train d'être préparé soigneusement et d'une manière approfondie. Une démarche, dit-il, qui vient en application des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune qui avait donné le feu-vert pour le déploiement de la 5G. Le ministre a affirmé que le déploiement de la 5G doit être précédé par une préparation rigoureuse. « Il faut faire la différence entre l'urgence et la précipitation ». Il faut, dit-il, respecter et bien préparer les aspects techniques, financiers et réglementaires afin d'éviter de tomber dans les erreurs.

Abordant certains détails, le ministre a affirmé que le déploiement de la 5G se fera selon des phases. Les réseaux mobiles de la 5G seront déployés en premier lieu dans la capitale, « là où il y a une forte densité de la population, l'aéroport international, l'autorité de régulation et le nombre le plus important d'opérateurs économiques ».

Le ministre a souligné que l'exploitation de cette technologie avancée, va permettre d'offrir une connexion à un très haut débit, au service des citoyens, des entreprises ainsi que différents secteurs stratégiques tels que la Santé, l'Industrie et l'Education.

Pour des propos à connotations racistes
Suspension d'un programme sportif diffusé sur Ennahar TV

L'Autorité nationale indépendante de régulation de l'audiovisuel (ANIRA) a suspendu pour 21 jours un programme sportif diffusé sur la chaîne Ennahar TV après qu'un de ses invités a tenu des propos à connotations racistes, en violation des dispositions des lois régissant le secteur et celles relatives à la lutte contre le discours de haine, a indiqué lundi un communiqué de cette instance.

Lors de l'émission «Stade Ennahar» diffusée le 19 avril 2025 sur la chaîne Ennahar TV, l'autorité a relevé «l'utilisation par l'un des invités de propos à connotations racistes explicites, en violation de la loi organique 23-14 relative à l'information, de la loi 23-20 relative à l'activité audiovisuelle et du décret exécutif 24-250 fixant les dispositions du cahier des charges générales imposables aux services de communication audiovisuelle».

L'ANIRA rappelle, dans son communiqué, que «ce discours est contraire aux dispositions de la loi 20-05 relative à la prévention et à la lutte contre la discrimination et le discours de haine, qui criminalise tous propos incitant à la discrimination ou à la haine en raison de la race, de la religion ou

du sexe, et qui habilite les parties compétentes à prendre les mesures juridiques qui s'imposent contre les contrevenants».

«Ennahar TV, comme toutes les autres chaînes, devait respecter, dans ses programmes sportifs, les normes d'objectivité et s'abstenir de tout discours portant atteinte à la dignité humaine et de toute incitation à la haine et à la discrimination raciale», a insisté l'ANIRA, ajoutant qu'il appartient aux médias sportifs d'assumer leur responsabilité dans la lutte contre ces phénomènes, en bannissant les discours incitant à la haine, en rejetant tout contenu susceptible d'attiser les tensions entre supporters et en promouvant les valeurs de tolérance et de fair-play».

«Après audition des représentants de cette chaîne de télévision au sujet des faits incriminés, l'autorité a décidé de prendre les mesures disciplinaires suivantes : la suspension du programme en infraction pour une durée de 21 jours à compter de la date de publication du présent communiqué, la suppression de la vidéo concernée de tous les réseaux sociaux et la mise en demeure de la chaîne pour la récurrence de telles violations graves».

Meziane

La formation pour appuyer le système médiatique

Le ministre de la Communication, Mohamed Meziane, a mis en avant, mardi à Constantine, l'importance de la formation pour appuyer le système médiatique en Algérie et former un front uni apte à défendre les acquis du pays.

Intervenant en ouverture de la 2ème Rencontre régionale regroupant des journalistes, des professionnels des médias et différents acteurs du secteur de la communication dans l'est du pays, tenue à la salle Ahmed-Bey (Zénith) de Constantine, M. Meziane a indiqué que la formation dans le secteur de la communication permettra de "renforcer le système médiatique et de former un front national à même de contribuer à la défense des acquis et des valeurs du pays".

L'objectif de ces rencontres, a-t-il ajouté, est de "créer des espaces de débat ouvert à tous les

acteurs impliqués dans le secteur de la communication dans l'optique de faire face aux défis auxquels ils sont confrontés, imposés par les évolutions des technologies de l'information, leurs effets sur la scène médiatique et sur la profession, en général".

Ces rencontres se pencheront également sur "les étapes parcourues par le secteur, l'évaluation de ses réalisations et de ses acquis récents, en plus de l'élaboration d'une feuille de route globale", a ajouté le ministre, notant qu'il s'agit d'une opportunité qui "permettra à la famille des médias d'évaluer la performance du système médiatique national, de sorte à promouvoir la cohésion sociale et la stabilité du pays".

Il s'agit également d'une "occasion pour mettre les médias au diapason des évolutions technologiques et de s'assurer que les

contrôles et les régulations nécessaires sont mis en place pour les préserver des dérapages aux plans de l'éthique et du professionnalisme, et les sécuriser à grande échelle dans le respect des règles professionnelles et des prescriptions liées à la pratique du journalisme", a encore déclaré le ministre.

Pour rappel, plus de 500 personnes, entre journalistes, responsables d'institutions médiatiques et professionnels des médias participent à cette rencontre qui s'est déroulée en ateliers pour débattre de plusieurs questions liées à l'arsenal juridique régissant le secteur des médias, ainsi qu'à la réalité de la presse écrite, audiovisuelle et électronique.

La rencontre devrait déboucher sur une série de recommandations à soumettre aux autorités supérieures du pays.



Sid Lakhdar Boumediène

Elle est en retard m'avait dit un ami à l'aéroport. J'étais surpris car

c'était un homme que nous attendions et non une femme. Ce jour-là j'avais compris la méprise de cet ami, dont le niveau de culture et de francophonie ne pouvaient être mis en doute.

Il avait toujours gardé dans son esprit que l'avion se disait au féminin en Algérie, taya-ra. Et voilà pourquoi elle était en retard, cet avion. Je l'avais déjà entendu auparavant dire, elle a décidé en parlant du gouvernement. Avec le recul je me suis rendu compte de cette autre méprise car le gouvernement se dit au féminin en Algérie, el houkouma. Ce qui d'ailleurs est très étonnant vu l'article masculin.

C'est lorsque vous découvrez une chose pour la première fois que vous vous apercevez que cela a toujours été les cas autour de vous par toutes les personnes de votre entourage, proches ou lointaines. L'avion n'est pas arrivé, elle est en retard, n'était donc que l'échantillon d'une généralité.

Voilà que le très ancien et banal questionnement réapparaît, pourquoi attribue-t-on un genre aux noms des objets ou des concepts alors qu'ils ne sont ni des être humains ni des animaux qui possèdent un genre physique ?

Des décennies que j'essaie de trouver ou supposer une réponse. Vous allez me dire que je ne suis pas très doué vu les tonnes de références dans les bibliothèques et sur Internet. Je défie, pourtant, tout lecteur de me convaincre qu'il puisse en trouver une de stable.

La raison est que pour ce sujet, l'érudit qui me parle d'une origine sémantique, sociologique, linguistique, sémiologique, philologique, j'ai une tendance à penser qu'il n'a pas la réponse claire et précise en noyant le poisson avec des mots et des références plus impressionnants qu'efficaces. Puis ensuite parce que chacun y va de son explication et de ses suppositions, souvent contradictoires avec celles des autres.

Oh bien sûr, ils vous publieront des articles très savants sur l'origine historique des variations lexicales et orthographiques comme, par exemple, les mots masculins avec pourtant une terminaison du féminin comme lycée ou mu-

Le neutre ne tranche jamais

sée. C'est impressionnant d'intelligence (vraiment) mais expliquer les variations au cours du temps ne nous dit pas pour-

quoi il y a des genres en toute chose.

Comme toujours en sciences sociales dont la linguistique fait partie, il faut se réfugier vers une valeur sûre, l'usage. Mais il est vrai que l'usage part toujours de quelque part. Avec cette remarque de bon sens nous pouvons racheter ces malheureux érudits en leur concédant un point d'accord, tout vient de l'origine latine des mots, elle-même issue du grec, de l'étrusque (anciennement dans l'Italie actuelle) ou le phénicien. Tout cela agrégé en Europe dans ce qu'on appelle les langues indo-européennes (de l'Inde à l'Europe).

Là nous détenons quelque chose de plus clair qu'ils nous apportent car le latin avait trois genres : le masculin, le féminin et le neutre. Les deux premiers réservés aux être humains et le neutre pour les autres. Ce fameux neutre que les anglo-saxons utilisent encore.

Jusque-là le neutre répondait à notre questionnement du départ, il n'y avait pas d'ambiguïté. Oui mais voilà, le neutre s'est enfuit et a laissé les deux autres genres se débrouiller avec les objets et les concepts. Que serait la neutralité s'il fallait s'engager ? Restés seuls et pour ne pas s'entre-déchirer, le masculin et le féminin ont trouvé un juge de paix pour le partage, se sera l'usage comme nous l'avons déjà dit.

Sous le couvert de l'humour, l'explication est très sérieuse et nous sort un peu du brouillard des érudits. Mais ce n'est encore pas suffisant car pour une explication définitive il nous manque les raisons pour lesquelles l'usage a tranché pour chacun des noms.

Est-ce par la forme suggestive des objets ou la fonction des objets réservée particulièrement à l'un ou à l'autre ? Nous le saurons un jour peut-être.

En attendant, ce qui est certain est que le partage ne signifie pas l'égalité dans la répartition. Un homme et dix-huit femmes dans une salle, on dira pourtant qu'ils sont tous là, le masculin l'emportant sans aucune explication grammaticale justifiée. Quelles que soient les raisons, il y a toujours la même perdante, c'est la femme. Bon, pour le moment je vous quitte, j'ai une taylor à prendre.

Ports Renforcer la position de l'Algérie

El-Houari Dilmi

« L'Algérie se dirige vers un avenir prometteur dans le domaine des transports et des ports grâce aux réformes et aux programmes de développement, à la modernisation et à la numérisation, ce qui permettra de renforcer la position de l'Algérie en tant que centre commercial régional », a souligné, hier mardi, Mohamed Karim Eddine Harkati, directeur général du groupe des services portuaires (Serport). S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, le PDG de Serport a indiqué que les réformes en cours vont permettre « d'accroître l'efficacité de la gestion et de l'exploitation des ports dans le cadre de l'esprit de coopération et de coordination entre toutes les parties prenantes, ce qui contribuera à atteindre les objectifs fixés », a-t-il dit. Harkati a également expliqué que des couloirs verts ont été aménagés en coordination avec les douanes pour faciliter le processus de déchargement et de traitement des navires chargés de têtes de moutons importées, et l'attribution d'une flotte de camions destinés à transporter ces bêtes vers les lieux de quarantaine désignés par les autorités compétentes conformément aux directives du ministre des Transports. « Le port d'Alger a reçu lundi un deuxième navire transportant 11.000 moutons, et nous nous préparons à recevoir un nouveau navire dans le courant du week-end, et nous travaillons actuellement avec le ministère de l'Agriculture

et du Développement rural pour préparer l'horaire d'arrivée du reste des navires afin de nous assurer qu'ils soient reçus dans les meilleures conditions au niveau de neuf ports, à l'exception du port d'Arzew », a-t-il ajouté. L'invité de la Radio a également souligné que les moutons qui sont arrivés « sont suivis en deux étapes, la première à l'intérieur du navire par un vétérinaire pour assurer leur sécurité et l'absence de maladies, suivie d'un second contrôle sur les sites de quarantaine et s'étend de 3 à 5 jours », ajoutant que « tous les cadres et travailleurs des ports concernés sont mobilisés pour assurer la réussite de cette opération, avec professionnalisme et dans des conditions sereines », a-t-il souligné.

NOUVELLE DYNAMIQUE

Le PDG de Serport a évoqué, par ailleurs, le rôle des réformes décidées par le président de la République « afin d'améliorer la performance des ports en Algérie et l'émergence de leurs premiers fruits sur le terrain, alors que les exportations de l'Algérie via les ports ont dépassé les 5 milliards de dollars en 2023 », a-t-il révélé. Et d'ajouter : « la numérisation est un élément essentiel de cette nouvelle dynamique continue, à travers la mise en place d'une plateforme numérique pour la communauté portuaire visant à organiser l'information et à faciliter le transit des marchandises en coordination avec la plateforme numérique de la Direction générale des douanes, ainsi que

le démarrage du nouveau système de travail 24 heures sur 24 dans 6 ports comme première étape, ce qui a contribué à obtenir des résultats positifs ». Harkati a également indiqué que les réformes en cours « contribuent à accroître l'efficacité du commerce extérieur, de sorte que le volume des échanges en 2024 a atteint 130 tonnes de marchandises, soit une augmentation de plus de 3% par rapport à 2023, et nous parions sur le plan de modernisation approuvé d'une valeur de 29 milliards de dinars pour l'année 2025 pour pallier certaines lacunes sur les plans logistique et humain ». Il a indiqué dans ce même contexte que le « nouveau plan vise à acquérir des équipements modernes, des grues, des dispositifs de détection et des moyens de surveillance et d'inspection comme cela se fait dans certains pays développés, en plus de l'entretien des quais, des bassins de dragage, de la formation continue pour élever les compétences des travailleurs, et de l'acquisition de nouveaux équipements pour réduire la durée du séjour des navires en mer et réduire le fardeau des amers résultant de la manutention tardive des conteneurs ». « Parallèlement à ces réformes, l'Algérie cherche à achever les travaux d'expansion de certains ports, qui se déroulent à un rythme rapide, notamment le port de Djenjen, qui a pour ambition de devenir une porte d'entrée importante vers le continent africain et la région sahélo-saharienne », a-t-il conclu.

Algérie-USA

La coopération énergétique se renforce

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, a reçu, lundi, l'ambassadrice des Etats-Unis d'Amérique en Algérie, Elizabeth Moore Aubin, avec laquelle il a évoqué les moyens de renforcer la coopération bilatérale, notamment dans le secteur des hydrocarbures, a indiqué un communiqué du ministère.

Tenue au siège du ministère en présence de ses cadres centraux, ainsi que du PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi, cette rencontre a été l'occasion de « passer en revue l'état des relations bilatérales et les perspectives de leur développement, et de poursuivre le débat constructif dans les domaines de l'industrie du pétrole et du gaz, des énergies renouvelables et de la valorisation des ressources minérales », précise le communiqué.

Les deux parties ont également discuté des voies et moyens à même de consolider la coopération bilatérale, à travers notamment « l'exploration de nouvelles opportunités dans le domaine des hydrocarbures, notamment dans les secteurs en amont et en aval, du transport et du transfert d'électricité, et de l'innovation énergétique, y compris les technologies de capture, de stockage et de réduction des émissions de carbone »,

ajoute la même source.

A cette occasion, M. Arkab a souligné l'importance des relations grandissantes avec les grandes sociétés américaines, notamment Exxon mobil et Chevron, dans le cadre de la coopération établie en matière d'exploration et d'augmentation des capacités de production.

Le ministre d'Etat a, par là même, appelé à élargir cette coopération pour inclure d'autres domaines d'importance stratégique, note le communiqué.

Dans ce cadre, M. Arkab a évoqué la visite récente effectuée par la délégation algérienne de haut niveau aux Etats-Unis d'Amérique, conduite par le PDG de Sonatrach, pour prendre part, à Houston, au Forum d'affaires algéro-américain de l'Energie 2025, où il a tenu des rencontres de travail « qualitatives » avec nombre de partenaires américains, pour discuter des opportunités de coopération et d'investissement dans les différents domaines des hydrocarbures.

Dans ce sillage, il a insisté sur l'importance de la coopération dans l'exploitation des ressources minérales et métaux stratégiques, et de l'intensification des études géologiques, rappelant les nombreuses opportunités de partenariat dans ce domaine vital notamment au regard de l'existence d'un potentiel minier prometteur

et d'une forte volonté politique en vue de renforcer la contribution du secteur au développement national.

Il a été également question des perspectives de coopération pour le renforcement et la modernisation des réseaux électriques, notamment à travers la mise à disposition de transformateurs à très haute tension et l'établissement d'une industrie locale des équipements électriques, en phase avec la vision de l'Algérie visant à développer une base industrielle nationale intégrée, selon le communiqué.

En matière d'énergies renouvelables, les deux parties ont mis en avant l'importance de développer la coopération dans les domaines de la recherche, du développement et de l'innovation en matière de solutions technologiques durables, à même de contribuer au renforcement de la transition énergétique et à la préservation de l'environnement.

Pour sa part, l'ambassadrice américaine s'est félicitée de la « qualité des relations bilatérales et l'intérêt croissant affiché par les entreprises de son pays pour investir en Algérie, à la faveur d'un climat économique propice et d'un cadre législatif incitatif, ainsi que des facilitations et des mesures incitatives attractives pour développer des partenariats à long terme », conclut le communiqué.

Mostaganem Des arrestations pour incitation à la spéculation sur la pomme de terre

Plusieurs personnes ont été arrêtées, lundi dans la wilaya de Mostaganem, pour avoir incité à la spéculation sur la production de pommes de terre de saison, selon un communiqué des services de la wilaya. La même source a précisé que "des vidéos largement relayées lundi sur les réseaux sociaux montrent un groupe de personnes appelant les agriculteurs de la commune de Sirat à retarder la récolte de pommes de terre de saison sous prétexte de la baisse des prix et de leur abondance sur le marché, tout en incitant à la violence ainsi qu'à des discours de discorde et de haine". Le communiqué ajoute que "le wali de Mostaganem, M. Ahmed Boudouh, tient à informer l'opinion publique que les personnes concernées sont un groupe d'intermédiaires et de spéculateurs ayant constaté l'abondance de la production de pommes de terre cette année dans la wilaya - avec un rendement dépassant les 450 quintaux à l'hectare - et qu'ils ne sont pas des producteurs agricoles de cette culture". Le wali a souligné que "les agriculteurs de la wilaya, bénéficiaires des incitations décidées par les pouvoirs publics à l'échelle locale et nationale, ont toujours prouvé leur fidélité et leur engagement en matière de production, tant en quantité qu'en qualité. Ils ont également pleinement adhéré à la démarche du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à garantir la sécurité alimentaire et à fournir tous les instruments légaux, financiers et techniques", ajoute le communiqué.

Insistant sur le fait que "la loi sera appliquée avec la plus grande fermeté contre toute personne tentant de manipuler les moyens de subsistan-

ce des citoyens et les revenus des agriculteurs", le wali a affirmé que "les personnes incitatrices ont été arrêtées et feront l'objet de poursuites judiciaires". Le wali a enfin réaffirmé "la détermination des pouvoirs publics à continuer de soutenir les agriculteurs et de lutter fermement contre les spéculateurs", conclut le communiqué. La wilaya de Mostaganem a enregistré un rendement "record" pour la récolte des pommes de terre précoces et saisonnières au titre de la campagne agricole 2024-2025, ont indiqué, mardi, les services de la wilaya. La même source précise que la récolte, entamée fin mars dernier, se poursuit avec un rendement dépassant les 400 quintaux à l'hectare, notamment dans les champs et exploitations agricoles du plateau de Bouguirat. Les agriculteurs et producteurs de la wilaya ont intensifié, mardi, les opérations de récolte, suite aux événements survenus les deux jours précédents, où certains spéculateurs et incitateurs ont tenté de les dissuader d'approvisionner les marchés locaux et régionaux, sous prétexte de la baisse des prix et de l'abondance de cette denrée largement consommée, ajoute la même source. La superficie récoltée à ce jour a atteint 2.300 hectares, soit 23% de la superficie totale plantée estimée à 10.012 hectares, selon la direction locale des services agricoles.

Les quantités écoulées vers différents marchés locaux et régionaux à travers 25 wilayas ont dépassé 874.000 quintaux, et les prévisions tablent sur une production dépassant 3,2 millions de quintaux d'ici la fin de la campagne de récolte, en juin prochain, ajoute la même source.

Fabrication de panneaux solaires Le groupe chinois LONGI veut investir en Algérie

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, M. Mohamed Arkab a reçu, lundi, une délégation de l'entreprise chinoise LONGI spécialisée dans la fabrication de panneaux solaires, qui a exprimé l'intérêt du groupe à investir en Algérie, a indiqué un communiqué du ministère. Tenue au siège du ministère, la rencontre avec la délégation chinoise conduite par James Jin, président de l'entreprise pour la région Moyen-Orient, Afrique et Asie centrale, s'est déroulée en présence du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargé des Energies renouvelables, M. Noureddine Yassaâ, ainsi que de cadres du ministère.

Les participants à cette rencontre ont passé en revue les voies à même de renforcer la coopération et le partenariat entre les entreprises du secteur et l'entreprise LONGI, notamment dans les domaines du développement des énergies nouvelles et renouvelables, évoquant les opportunités d'investissement dans les projets d'énergie solaire photovoltaïque, la technologie de l'hydrogène vert et le stockage de l'énergie en Algérie.

A cette occasion, les représentants de l'entreprise chinoise ont présenté les dernières innovations et technologies utilisées dans la fabrication de panneaux solaires à haut

rendement, ce qui "renforce la position de l'entreprise en tant que leader mondial dans ce domaine".

La rencontre a porté également sur les possibilités de développer une industrie locale des panneaux solaires en Algérie, à partir des cellules photovoltaïques, en vue de renforcer le contenu local en matière d'énergies renouvelables et de conforter les aspirations de l'Algérie à devenir une plateforme industrielle et exportatrice, lit-on dans le communiqué. Les deux parties ont discuté, en outre, de la possibilité d'établir des partenariats stratégiques avec les opérateurs locaux et les centres de recherche nationaux, afin de développer des solutions technologiques innovantes et d'intégrer les capacités de recherche et de développement dans le processus de fabrication, et partant atteindre un taux d'intégration nationale progressif et efficient dans cette industrie.

La délégation chinoise a exprimé son "grand intérêt pour le marché algérien", soulignant "les perspectives prometteuses qu'offre le secteur des énergies renouvelables en Algérie, notamment au regard de la vision stratégique adoptée par l'Etat en vue de développer ses capacités de production et de renforcer la sécurité énergétique future", conclut le communiqué.



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
وزارة السكن و العمران و المدينة
MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
ديوان الترقية و التسيير العقاري ولاية عين تموشنت



OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIERE DE LA WILAYA D'AIN TEMOUCHENT

MISE EN DEMEURE N°01

Entreprise de réalisation	Adresse de l'entreprise	N° du marché approuvé	Projet	Site
ETB TCE BENRAMDANE Abdelhafid représentée par son gérant monsieur BENRAMDANE Abdelhafid	N°149 Souk el tenine Oualhaca Wilaya de AIN TEMOUCHENT	N°52/2024 du 30/09/2024	Réalisation Des logements et VRD	30/300 logements publics locatifs localisés à EL Amir Abdelkader WILAYA de AIN TEMOUCHENT, programme 2023

- ✓ Vu l'ordre du service du commencement d'exécution des travaux enregistré sous le N°153/2024, et notifié par l'entreprise le 30/09/2024.
- ✓ Vu le marché visé par la commission des marchés publics de l'OPGI de Ain Temouchent le 30/09/2024 sous le N°52/2024.
- ✓ Vu la non concordance entre le taux d'avancement physique des travaux (18%) et le délai contractuel consommé à 42%.
- ✓ Vu le constat de service technique de l'office sur site en présence de bureau d'étude chargé du suivi du projet **Groupeement KAB** en date du 09/04/2025 constatant la cadence des travaux très lent sur le chantier.
- ✓ Vu le retard enregistré par l'entreprise suivant le planning signé dans le marché.

L'entreprise **BENRAMDANE Abdelhafid** représentée par son gérant monsieur **BENRAMDANE Abdelhafid** est mise en demeure dans un délai ne dépassant pas Dix (10) jours à compter de la date de publication de cette mise en demeure N°01 dans le bulletin officiel (BOMOP) ou dans la presse nationale pour :

- Accélérer le rythme des travaux dans les plus brefs délais et prolonger les horaires de travail pour rattraper le retard enregistré.
- Approvisionner le chantier en matériaux de construction nécessaires.
- Redynamiser le chantier en moyen humains et matériels.
- Respecter strictement le planning des travaux convenus dans le marché.

Faute de quoi, des mesures coercitives prévues par la réglementation seront engagées par le maître d'ouvrage.

LE DIRECTEUR GENERAL

ANEP N° 2531006394 Le Quotidien d'Oran 23/04/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TIARET
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS
AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire

NIF : 408015000014082

PROGRAMME : DEPENSE D'INVESTISSEMENT

OPERATION : ENTRETIEN DES ROUTES NATIONALES 2025

ELIMINATION DES POINTS ACCIDENTOGENES

LOT : Aménagement de l'intersection de la RN 90 avec le CW 06 au PK 246+400

Conformément à l'article 65 du décret présidentiel N°15-247 du 16-09-2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. La Direction des Travaux Publics de la Wilaya de Tiaret informe l'ensemble des soumissionnaires concernés par l'avis d'appel d'offre nationale ouvert avec exigence de capacité minimale N°06/2025 paru dans les quotidiens nationaux : « **الدويان** » du 17/03/2025 et « **Le Quotidien d'Oran** » du 19/03/2025.

relatif à: **ENTRETIEN DES ROUTES NATIONALES 2025 - ELIMINATION DES POINTS ACCIDENTOGENES** - qu'à l'issue de la procédure d'analyse et d'évaluation des offres, conformément aux critères prévus dans le cahier des charges, les résultats sont les suivants :

LOT	ENTREPRISE	MONTANT APRES VERIFICATION EN DA/ (T.T.C)	NIF	Délai de réalisation	Note Technique	CRITERE DE CHOIX
LOT : Aménagement de l'intersection de la RN 90 avec le CW 06 au PK 246+400	EURL TCR	23 319 597,00 DA	1821401019151180000	03 mois	83 Points	Offre moins disant

Conformément à l'article 82 du décret présidentiel N°15/247 du 16-09-2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public : tout soumissionnaire qui conteste ce choix, peut introduire un recours, qui doit être obligatoirement déposé auprès du secrétariat de la commission de wilaya des marchés publics contre un récépissé de dépôt dans un délai de dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis. Si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant.

Conformément à l'article 82 du décret présidentiel N°15/247 du 16-09-2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, les soumissionnaires et les candidats qui souhaitent prendre connaissance des résultats de l'évaluation de leurs candidatures, offres technique et financière, sont invités à se rapprocher de nos services au plus tard Trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de cette attribution provisoire au marché, pour leur communiquer ces résultats, par écrit.

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2531006335 Le Quotidien d'Oran 23/04/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville
Direction Des Equipement Publics de la Wilaya d'Ain Témouchent.
N° D'Immatriculation Fiscale (DEP) : 000146019005648

Avis d'Appel d'Offre National Ouvert avec exigence de capacités minimales
N°16/ DEP/AT/2025

La Direction des Equipements Publics de la Wilaya d'Ain Témouchent sise à Hai Zitoun, lance un avis d'appel d'offre national Ouvert avec exigence de capacités minimales relatif la réalisation d'un siège de trésorerie de la wilaya avec trois (03) logements d'astreinte à Ain Témouchent (En lot unique).

I- **Conditions minimales d'éligibilité des soumissionnaires :**
Ne peuvent soumissionner au présent avis d'appel d'offre que les entreprises ou groupement d'entreprises ayant :

- a/ **Capacités professionnelles :** certificat de qualification et de classification professionnelle en cours de validité, catégorie Quatre (IV) ou plus activité principale Bâtiment, ayant réalisé des travaux de même nature.

- b/ **Capacités Techniques :**

- b.1- **Références professionnelles :**

Avoir réalisé au moins un (01) projet de catégorie « C ou plus » dont le montant égale ou supérieur à 100.000.000,00 DA conformément à l'arrêté Interministériel du 15 Mai 1988 modifié portant modalité d'exercice et rémunération de la maîtrise d'œuvre en bâtiment.

Les références professionnelles dûment justifiées par des attestations de bonne exécution ou d'exécution relative aux principaux travaux réalisés, délivrées par le maître de l'ouvrage public à caractère administratif.

- b.2- **Moyens humains :** ayant au moins :

- Un (01) ingénieur ou master en G.C ou architecte dans le domaine de bâtiment.

- Main d'œuvre : Nombre d'ouvriers ≥ 05

- Encadrement : Justifier par une copie de diplôme + attestation d'affiliation CNAS + mise à jour valide le jour de l'ouverture des plis.

- 3- **Moyens matériels :**

Ayant au moins (01) Camion avec une charge utile de 10 tonnes et plus ou charge total plc 15T ou plus.

Doit être justifié par les cartes grises, la police d'assurance+ contrôle technique en cours de validité le jour de l'ouverture des plis prouvant la propriété du matériel.

- c/ **Capacités financières**

Une sommation du chiffre d'affaires réalisé pendant les années (2021/2022/2023) ou (2022/2023/2024) ≥ 70.000.000,00 DA.

Les Moyens financiers justifiés par les bilans ou C20.

N.B : Pour les groupements d'entreprise : Le chef de file doit satisfaire les conditions d'éligibilité en termes de capacités techniques et financières en tant qu'une entreprise seule. Pour les autres membres du groupement, chacun doit présenter un Certificat de qualification et classification professionnelle en cours de validité, catégorie Quatre (04) ou plus, activité principale en Bâtiment.

- ✓ Si l'une des conditions d'éligibilité n'est pas satisfaite, l'offre sera rejetée systématiquement
- ✓ Aucune demande de complément n'est permise pour les conditions d'éligibilité.
- ✓ Si le montant de la lettre de soumission est non rempli en lettre et en chiffre l'offre sera rejetée systématiquement constater lors de l'ouverture des plis.

Les soumissions doivent être déposées au secrétariat de la direction des équipements publics d'AIN TEMOUCHENT et présentées sous trois (03) enveloppes distinctes: 1ère : Dossier de candidature, 2ème : Offre technique et 3ème : Offre financière, chacune dans une enveloppe fermée, les trois enveloppes doivent être mises sous un même pli anonyme ne portant que la mention:

A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres
Avis d'Appel d'Offre National Ouvert avec exigence de capacités minimales N°16/ DEP/AT/2025
Réalisation d'un siège de trésorerie de la wilaya avec trois (03) logements d'astreinte à Ain Témouchent
(En lot unique).

Les offres doivent parvenir à la DEP Ain Témouchent, le 15^{ème} jour à compter de la 1ère date de parution du présent avis dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP à 12H00.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos ouvert légal la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis, peuvent retirer les cahiers des charges, auprès de la DEP sise à Hai Zeitoun, Ain Témouchent. TEL : 043 77 91 44.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai de cent cinq (105) jours à compter de la date de la première parution du présent avis.

L'ouverture des plis, s'effectuera au siège de la direction des équipements publics d'Ain Témouchent ; au jour même de la date de dépôt des offres à 14H00. Le présent avis tient lieu d'invitation aux soumissionnaires désirant participer à la séance d'ouverture des plis.

ANEP N° 2531006371 Le Quotidien d'Oran 23/04/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MASCARA
DAIRA DE MOHAMMADIA
COMMUNE DE FERRAGUIG

NUMERO D'IDENTIFICATION FISCAL (NIF) : 098429335050120

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire DU MARCHE

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentielle N°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation du marches public et des délégations de service public.

le président de l'assemble populaire communale de ferraguig informe tous les soumissionnaires ayant participés a l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales n° : 01 / 2025 publié dans le journal " **بولا** " en date du 17/03/2025 en en arabe et journal "le Quotidien d'oran" en date du 17/03/2025 en

français, relatif aux projet : **Travaux Du Voiries A FERRAGUIG**

Lot 01: Réhabilitation du chemin CR 03 Reliant CW 43 AU Douar Benchenane n°:01 (sur 1.5 km)

Lot 02: Réhabilitation et mise du chemin CR03 b reliant CW 43 au douar benchenane n°= 02 sur 1.00 km A FERRAGUIG (1^{ère} tranche).

,est attribue provisoirement comme suite :

N°	désignation de l'opération	L'Entreprise Et Immatriculation Fiscale	Montant En T.T.C	Délais	Note technique	Observation
01	Travaux Du Voiries A FERRAGUIG Lot 01: Réhabilitation du chemin CR 03 Reliant CW 43 AU Douar Benchenane n°:01 (sur 1.5 km)	ETPBH	17.845.240.00 D.A	Quatre (04) Mois	73.5 pts	Offre mois disant Qualifie techniquement
02	Travaux Du Voiries A FERRAGUIG Lot 02: Réhabilitation et mise du chemin CR03 b reliant CW 43 au douar benchenane n°= 02 sur 1.00 km A FERRAGUIG (1 ^{ère} tranche).	RAFFAOUJ OMAR 182292700135119	14.995.428.00 D.A			
TOTAL			32.840.668,00 D.A			

Tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours auprès de la commission des marchés publics dans un délai de 10 jours à compter de la première publication du présent avis dans la presse nationale et BOMOP cela conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel n°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, et l'article 56 de la loi n 23/12 du 5 aout 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics.

Ferraguig le : 09/04/2025
Le Président l'A.P.C

ANEP N° 2531006340 Le Quotidien d'Oran 23/04/2025

Bordj Bou Arreridj

Projet d'une centrale photovoltaïque à El Euch

Une centrale photovoltaïque sera prochainement réalisée dans la commune d'El Euch, sud de Bordj Bou Arreridj, en vue de renforcer le secteur de l'énergie dans la wilaya, selon le directeur de l'Énergie, Salim Boulkercha.

La centrale solaire de 80 mégawatts, destinée à améliorer les conditions de vie des citoyens et relancer l'économie locale, sera réalisée sur une superficie de 160 hectares moyennant un investissement public de 8,04 milliards de dinars, a affirmé le responsable.

Les travaux de cet "important projet", qui s'inscrit dans le cadre de l'orientation nationale vers les énergies renouvelables et de la diversification des sources d'énergie, ainsi que du renforcement des équipements de base pour la sécurité énergétique de la région sud de la wilaya, seront lancés "prochainement", a indiqué M. Boulkercha, précisant que l'entreprise de réalisation a été désignée.

De même que dans l'optique de soutenir et d'améliorer l'approvisionnement en énergie électrique de la région sud de la wilaya, un transformateur mobile d'une capacité de 30/60 kV sera installé pour répondre aux besoins énergétiques de la population, ainsi qu'aux besoins énergétiques des deux nouvelles zones industrielles de la commune d'El Euch, a encore fait savoir la même source. Pour rappel, plusieurs projets d'investissements stratégiques visant à améliorer l'approvisionnement en énergie électrique et à répondre

à la demande croissante, notamment au niveau des zones d'expansion urbaine, ainsi qu'à soutenir l'investissement industriel local, ont été réalisés, à l'image du centre de transformation électrique de 60/30 kV récemment mis en service dans la zone d'Ain Soltane, dans la commune de Medjana, ce qui contribuera, selon le directeur de l'Énergie, à stabiliser le réseau et à sécuriser l'approvisionnement en électricité dans la région.

Un poste transformateur mobile de 30/60 kV a également été mis en service récemment dans la commune de Bir Kasdali (est de la wilaya) pour améliorer la qualité d'approvisionnement en électricité des communes situées à l'est de la wilaya, telles que Bir Kasdali, Khelil et Sidi Embarek, en plus de soutenir l'activité agricole dans le périmètre de Chertioua, a-t-on ajouté de même source.

Le responsable du secteur dans la wilaya a fait état, lors de la dernière session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), du démarrage des travaux de réalisation d'un transformateur de haute tension (220/60 kV) dans la zone de Sidi Embarek, en plus de la réalisation de la ligne électrique 60/30 kV reliant les communes de Bordj Bou Arreridj et de Mansoura.

El Tarf

Les agents de la DTP et du CET sur tous les fronts

A. Ouelaa

La wilaya d'El Tarf peine à entretenir son environnement. Face aux difficultés des communes pour entretenir avenues, rues, ruelles et espaces verts, les ouvriers des sept subdivisions de la DTP (direction des travaux publics) et du CET (centre d'enfouissement technique) sont sur tous les fronts pour enlever la terre des abords des routes et trottoirs, les mauvaises herbes, l'élagage des arbres, le badiageonnage, l'enlèvement du plastique et autres déchets de la voie publique. Ces ouvriers, visibles avec leurs tenues spécifiques de travail, font, désormais partie du décor quotidien des habitants de la wi-

laya d'El Tarf, qui saluent leurs efforts. Ces secteurs, sciemment choisis par le wali, participent aussi dans les grandes opérations de nettoyage dans les communes qui s'opèrent le samedi de chaque semaine. Même durant les intempéries, les ouvriers de la DTP, sous la supervision de leur jeune directeur Fateh Boualia, sont sur le terrain, de jour comme de nuit, pour déboucher les regards et fluidifier la circulation routière. De même le directeur du CET, Salim Nouacer, accompagne ses éléments dans les missions qui leur sont dévolues.

A l'approche de l'été, ce sont les plages qui seront ciblées par les campagnes de nettoyage.

Annaba

Une commission pour numériser des manuscrits

Une commission mixte regroupant les directions de la Culture et des Affaires religieuses de la wilaya d'Annaba a été installée avec pour mission d'inventorier et de numériser des manuscrits, selon la directrice de la Culture, Saliha Berkouk.

Composée d'experts et de spécialistes du patrimoine et des manuscrits des secteurs de la culture et des affaires religieuses, la commission est chargée de faire l'inventaire des manuscrits se trouvant dans les mosquées et les zaouias de la wilaya, ainsi que ceux conservés par certaines familles et citoyens, a indiqué la responsable, à l'APS.

L'opération devant être lancée "prochainement" donnera également lieu à l'inventaire des manuscrits conservés à la mosquée El Bey et à la mosquée Abou Merouane, situées dans la vieille ville (Place d'armes) ainsi que dans les zaouias de Sidi Khelif (également dans la vieille ville) et de Sidi Brahim, à la sortie ouest d'Annaba, a-

t-elle encore fait savoir. "Pour mener à bien cette tâche, les membres de la commission bénéficieront de stages de formation dans le domaine de l'inventaire et de la numérisation des manuscrits, encadrés par des spécialistes du Centre national des manuscrits d'Adrar et de son annexe de Tlemcen", a également indiqué Mme Berkouk.

Il est par ailleurs prévu de collecter certains manuscrits conservés par des familles de la wilaya d'Annaba à la faveur d'un travail de sensibilisation confié à des associations activant dans le domaine de la protection du patrimoine, selon la même source.

L'inventaire et la numérisation des manuscrits dans la wilaya d'Annaba s'inscrivent dans le cadre des manifestations célébrant le Mois du patrimoine 2025, organisé, cette année, sous le slogan "Le patrimoine culturel à l'ère de l'intelligence artificielle".

In Amenas

Enquête sur les circonstances du décès d'une personne à Debdab

Le parquet près le tribunal d'In Amenas a ordonné l'ouverture d'une enquête préliminaire pour déterminer les circonstances du décès d'une personne dont le corps a été découvert devant l'établissement public de Santé de proximité (EPSP) de Debdab, et identifier les auteurs, selon un communiqué du parquet près le même tribunal.

"En application des dispositions de l'article 11 du Code de procédure pénale, le procureur de la République près le tribunal d'In Amenas informe l'opinion

publique que les services de la Gendarmerie Nationale d'In Debdab ont reçu, dans la matinée du 16 avril 2025, un signalement des services de l'EPSP de Debdab, faisant état de la découverte d'un corps devant l'entrée de l'établissement", précise le communiqué.

Les investigations menées par les services de la Gendarmerie nationale ont permis d'identifier la victime. Il s'agit du dénommé (A.I), âgé de 23 ans", ajoute la même source.

"Le parquet près le tribunal d'In Amenas a ordonné

l'ouverture d'une enquête préliminaire pour déterminer les circonstances du décès et identifier les auteurs, avec autopsie du corps de la victime", poursuit la même source, relevant que "le rapport du médecin légiste, a démontré que le décès est dû à un traumatisme crânien causé par un objet contondant non tranchant, et non par une arme à feu ou tout autre moyen".

"Les investigations se poursuivent pour identifier le ou les auteurs et les traduire en justice", conclut la même source.

Bouira

Campagnes de nettoyage à grande échelle



Farid Haddouche

Dans le cadre de l'amélioration de la propreté de l'environnement et de la prévention et de la lutte contre la propagation des maladies transmissibles, de vastes campagnes ont été organisées dans les communes de la wilaya de Bouira pour éliminer les points noirs. C'est ainsi que dans la commune d'Ain Bessem, une campagne de nettoyage a été organisée pour maintenir un environnement propre et sain, et éliminer les sources de pollution. Dans le cadre de la lutte contre les maladies transmises

par les insectes, une campagne de pulvérisation de pesticides a été lancée. Dans la commune de Lakhdaria, un suivi de la qualité de l'eau et de l'hygiène au niveau des toilettes des écoles primaires a été effectué. Dans la commune d'El Hakimia, une campagne a été lancée ciblant les chemins forestiers, en mettant à disposition tous les moyens humains et matériels. Dans la commune de Taguedit, un nettoyage des bords de routes a été effectué dans les villages d'El Houarech et d'El Tarfa. Dans la commune de Sour El Ghoulane, la campagne a été menée dans le vil-

lage de Guelta Zerga par les agents de l'assainissement de la commune en coopération avec une association.

Dans la commune de Bouira, tous les moyens ont été mobilisés pour éliminer les décharges sauvages et les déchets inertes qui déforment l'aspect général de la ville et nettoyer les espaces verts. Dans le cadre de la coopération entre l'établissement public de gestion des centres d'enfouissement technique des déchets et les services de la commune de Bouira, une opération a été organisée pour balayer les routes et les rues principales de la commune.

Médéa

Des centres de stockage de céréales en chantier

Les travaux de réalisation de douze centres de stockage intermédiaires de céréales ventilés à travers de nombreuses communes de la wilaya de Médéa avancent à un rythme d'exécution "soutenu", selon la direction locale des services agricoles (DSA).

Engagée en juillet 2024, la construction de ces structures de stockage affiche un taux de réalisation global qui dépasse les 60 %, selon le directeur des services agricoles, Mahieddeine Belhimer, qui a précisé que sur l'ensemble des centres de stockages intermédiaires de céréales en chantier, cinq structures enregistrent un taux d'avancement oscillant entre 60 et 95 %.

Le taux d'avancement des travaux des sept autres centres restant se situe entre 50 et 56 %, a ajouté le DSA, assurant que des dispositions ont été prises par la direction des équipements publics (DEP), qui est en charge de ce projet, pour accélérer la cadence des travaux et entamer la livraison graduelle de ces structures dans les meilleurs délais.

D'une capacité unitaire de 50.000 quintaux, les douze centres de stockage intermédiaires de céréales sont localisés, pour rappel, dans les communes d'Ain-Boucif, Chellalet-el-Adhaoura, Ouamri, Chahbounia, Souagui, Azziz, Derrag, Oum-Djelil, Ain-Ouksir, Bouskène, El-

Azzizia et Ouled-Maaref. Ils totalisent une capacité de stockage de 600.000 quintaux, ce qui portera à près de deux millions de quintaux la capacité de stockage globale de la wilaya, une fois ces structures mises en exploitation, a indiqué le directeur de la coopérative de céréales et de légumineuses secs (CCLS), Walid Benatallah.

La concrétisation de ce projet va faciliter la collecte de la production de céréales et assurer une large couverture des zones à vocation céréalières", a-t-il noté, rappelant que le parc de stockage relevant de la CCLS est composé de vingt-quatre (24) points de stockage totalisant une capacité de 1.240.000 qx.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

24 chouel 1446

El Fedjr
04h30

Dohr
12h47

Assar
16h31

Maghreb
19h33

Icha
20h58



Le wali insiste sur l'accélération des travaux Les grands projets en cours de réalisation passés au peigne fin

J. Boukraa

Dans une dynamique de relance des projets et d'amélioration du cadre de vie des citoyens, M. Samir Chibani, wali d'Oran, a effectué lundi une tournée d'inspection à plusieurs chantiers à travers la wilaya. Accompagné des autorités locales, des directeurs exécutifs et des représentants des entreprises de réalisation, le wali a mis l'accent sur la nécessité d'accélérer le rythme des travaux et de respecter scrupuleusement les délais contractuels, tout en veillant à la qualité et à la conformité technique. Au quartier Millénium, le responsable a inspecté les travaux du parc d'attractions «Habibas Land», projet emblématique qui s'étend sur 8 hectares, fruit d'un partenariat algéro-chinois. Après avoir été sus-

pendu pendant près de huit ans, ce projet a été récemment relancé suite à la levée des obstacles administratifs. Le premier tronçon, dont la livraison est prévue pour juillet 2025, comprendra : un parking spacieux, un centre de loisirs et de divertissement moderne et 10 manèges de dernière génération, adaptés à tous les âges.

Lors de cette visite, le wali a donné des instructions fermes pour accélérer le rythme des travaux, soulignant l'importance de faire de ce site une destination familiale attractive, qui viendra enrichir l'offre de loisirs dans la ville d'Oran. Le wali s'est ensuite rendu à la place du 1^{er} Novembre pour suivre l'avancement des travaux de réhabilitation de l'ancien siège de l'hôtel de ville. Ce bâtiment historique, considéré comme une œuvre architecturale

remarquable, est en cours de restauration dans le cadre de la valorisation du patrimoine urbain. Sur le chantier de la trémie du rond-point de la Pépinière (RN11, Bir El Djir), les travaux avancent bien, avec le lancement des travaux de creusement du côté est, ainsi que de la mise en place des réseaux de drainage des eaux pluviales. Les murs de soutènement sont réalisés à 77 %, selon les responsables de la société SAP-TA. Toujours à Bir El Djir, il a été question d'inspecter les travaux du réseau d'assainissement en face du lycée Tammar à Belgaid, où le taux d'avancement est de 20%. Il a exigé le respect strict des délais contractuels, rappelant l'impact direct de ce projet sur les conditions de vie des habitants. Il a également visité les travaux de drainage des eaux pluviales au niveau de la rue des Platanes.

Direction de l'agriculture Plus de 23.000 hectares de terres emblavées en céréales

Plus de 23.000 hectares ont été semés en différentes variétés de céréales dans la wilaya d'Oran durant la campagne de labours et de semailles pour la saison agricole 2024-2025, a-t-on appris auprès de la Direction des services agricoles (DSA).

La superficie exacte atteinte est de 23.500 ha, dont 3.243 ha irrigués, a précisé Ouahiba Othmane, chef de service de l'organisation de la production et de l'appui technique. Un programme initial prévoyait l'emblavement de 36.017 hectares

de céréales, mais les conditions climatiques n'ont pas permis d'atteindre cet objectif. La campagne de semailles a débuté tardivement et s'est achevée à la fin du mois de mars, a ajouté la même source.

Dans le cadre du programme de soutien aux cultures stratégiques, notamment la filière céréalière, 3.862 hectares de blé dur ont été semés (dont 1.082 hectares irrigués), ainsi que 1.165 hectares de blé tendre (dont 2.051 hectares irrigués), précise la responsable. Concernant l'orge, la superficie

emblavée a atteint 18.060 hectares, dont 1.832 hectares irrigués. Mme Othmane a souligné, à ce propos, que «la culture de l'orge suscite un fort engouement de la part des agriculteurs, occupant ainsi la plus grande part des superficies dédiées aux céréales».

Pour assurer le bon déroulement de cette campagne agricole, tous les moyens nécessaires ont été mobilisés, notamment les semences, les engrais, l'accompagnement technique et l'encadrement permanent des producteurs de céréales.

Il entravait le projet d'aménagement urbain Un mur démolit à Belgaid

K. Assia

Afin de garantir le bon déroulement des travaux d'aménagement urbain, les services de l'APC de Bir El Djir ont procédé avant-hier à la démolition d'un mur qui entravait le lancement de ce projet et bloquait désormais l'accès. Cette opération initiée par le chef

de daïra et le maire de Bir El Djir a vu la présence de la commission de l'urbanisme et celle de la voirie et de la circulation de la commune en plus du vice-président chargé des travaux neufs.

Ce mur constituait un point noir et bloquait la route au niveau de la délégation communale de Belgaid à hauteur de l'ancien cimetière. En

effet et depuis plusieurs jours, les sorties d'inspection sur site se multiplient afin d'améliorer le cadre de vie des habitants à travers la concrétisation de projets de développement local. Une des priorités des élus de la commune de Bir El Djir de sorte que plusieurs opérations sont lancées dans la commune de Bir El Djir.

Journées portes ouvertes pour les futurs bacheliers L'USTO-MB au cœur de l'orientation des lycéens

J. Boukraa

Dans le cadre des préparatifs de la rentrée universitaire 2025-2026, l'Université des sciences et de la technologie d'Oran Mohamed Boudiaf (USTO-MB) a lancé des journées portes ouvertes, en collaboration avec la Direction de l'Éducation de la wilaya d'Oran. Ces journées, dédiées aux futurs bacheliers, visent à les informer et à les orienter efficacement dans leur parcours post-bac. Plusieurs établissements sont au programme de cette opération qui sera clôturée le 27 avril. Hier mardi, c'est le lycée Aribi El Houari à Es-Sénia qui a accueilli l'événement, en présence des élèves de terminale, des représentants de la Direction de l'Éducation, de conseillers d'orientation scolaire et professionnelle, ainsi que d'enseignants universitaires et de grandes écoles, dont ceux de l'USTO-MB, fortement mobilisés pour l'occasion.

L'objectif principal de ces rencontres est de faire découvrir aux lycéens les offres de formation proposées par l'université : licences, masters, cycles d'ingénieur, et doctorats, ainsi que les conditions d'accès à ces formations (moyennes exigées, critères géographiques, langues d'enseignement, etc.). Ces journées permettent également de

mettre en lumière les débouchés professionnels de chaque filière et de répondre aux nombreuses interrogations des élèves, toutes séries confondues, afin de les accompagner dans leurs choix d'orientation. En juillet 2025, des journées portes ouvertes supplémentaires, en présentiel et en ligne, seront également organisées au niveau de l'auditorium de l'université pour accompagner les nouveaux bacheliers après la proclamation des résultats du baccalauréat. Toutes les informations utiles (préinscriptions, offres de formation, calcul des moyennes, etc.) seront disponibles sur le site officiel de l'USTO : www.univ-usto.dz ainsi que sur sa page Facebook officielle.

Fondée en 1975, l'USTO-MB est l'un des plus grands pôles d'enseignement supérieur du pays, avec sept facultés, deux instituts, 28 départements et 42 laboratoires de recherche. L'université compte plus de 19.000 étudiants encadrés par plus de 1.000 enseignants.

Pour les futures bacheliers 2025, elle propose une formation dans six grands domaines : Sciences et Technologies (ST), Sciences de la Matière (SM), Mathématiques et Informatique (MI), Sciences de la Nature et de la Vie (SNV), Architecture, Urbanisme et Métiers de la Ville

(AUMV), et Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives (STAPS), à travers 47 parcours de licence, 73 de master et 15 d'ingénieur. Certaines filières sont à recrutement national, telles que l'aéronautique, le génie maritime ou l'électrotechnique, tandis que d'autres sont à recrutement régional comme l'hydraulique, la métallurgie, ou l'architecture.

Au terme de l'année universitaire 2023-2024, l'Université des sciences et de la technologie d'Oran Mohamed Boudiaf (USTO-MB) a enregistré un nombre significatif de diplômés, témoignant de la richesse et de la diversité de ses formations. Ainsi, 2.464 étudiants ont obtenu leur diplôme de licence, 1.911 ont décroché leur master, tandis que 102 doctorants ont soutenu avec succès leur thèse de doctorat. En parallèle de l'offre académique, l'USTO-MB s'illustre par son engagement dans le développement de l'entrepreneuriat et de l'innovation, en mettant à disposition des étudiants des structures telles qu'un incubateur, un Centre de développement de l'entrepreneuriat (CDE), une Maison de l'intelligence artificielle (MIA), un Bureau de liaison entreprise-université (BLEU), et un Centre d'appui à la technologie et à l'innovation (CATI).

Ain Franine Le projet de protection de la plage réceptionné cette saison estivale

K. Assia

Le projet de protection de la plage d'Ain Franine lancé depuis trois ans est en bonne voie et connaît une avancée remarquable. Lors d'une sortie sur site effectuée avant-hier, le wali d'Oran M. Samir Chibani accompagné des directeurs de l'exécutif s'est enquis de l'avancement des travaux qui visent à protéger toute cette zone contre les glissements de terrain. Une situation qu'a connue déjà la wilaya d'Oran avec la chute en août 2022 d'un rocher faisant deux morts et une blessée. Depuis, une décision d'urgence a été prise avec la fermeture de la plage et le lancement de travaux de protection et d'aménagement avec pour objectif de protéger cette plage et ses alentours de ces éboulements rocheux. Le projet a été confié à la direction des travaux publics et enregistre un taux d'avancement appréciable selon les explications fournies au wali d'Oran. Selon les prévisions, il sera réceptionné lors de la saison estivale 2025, à la grande joie des riverains et surtout des visiteurs venus des quatre coins du pays.

A quelques mois de l'ouverture de la saison estivale, la commission de wilaya multiplie les sorties d'inspection afin de s'enquérir du taux d'avancement des opérations d'aménagement entamées afin d'être au rendez-vous. Toutes les dispositions ont été prises pour offrir aux milliers d'estivants les meilleures conditions pour un séjour agréable. L'an dernier, plus de 1,2 milliard DA ont été alloués pour la réhabilitation des jardins publics, des routes et des plages

de la wilaya d'Oran, au titre de la saison estivale de l'année 2024. Le but était de donner plus d'attrait et d'esthétique à la capitale de l'Ouest algérien. La wilaya a connu un flux d'environ 20 millions de visiteurs en provenance de diverses wilayas du pays, en plus de la communauté nationale résidant à l'étranger, c'est dire que la capitale de l'Ouest du pays est devenue une destination touristique de choix.

Ainsi, plusieurs projets ont été réceptionnés avant la saison estivale dont l'ouverture du jardin d'Es-Seddikia, le jardin méditerranéen et celui de Sidi M'hamed. Les routes menant aux plages ont été aussi réhabilitées, à partir de la plage d'El Hadjadj Est jusqu'à la plage de Madagh Ouest. Rappelons également que le coup d'envoi de la saison 2024 a été donné à partir de la plage de Mersat El Hadjadj dans la daïra de Béthioua, celle-ci s'est dotée d'un siège technique pour les différents travailleurs concernés par la gestion de la saison estivale et aussi comme centre technique pour les différents équipements spécifiques au nettoyage de l'environnement et l'équipement d'éclairage. Notons que plusieurs mesures sont prises pour garantir le succès de la saison estivale. Parmi elles, l'aménagement des plages, le renforcement de l'éclairage public en plus de l'aménagement des entrées et la réfection des routes qui mènent vers les sites balnéaires, l'approvisionnement des communes en eau potable surtout les localités balnéaires, la propreté des plages, le contrôle de la qualité de l'eau de mer et l'éradication de tous les points noirs.

Pour falsification de documents administratifs et officiels Un réseau criminel démantelé et 186 faux sceaux saisis



K. Assia

Les éléments de la brigade de lutte contre la grande criminalité de la sûreté d'Oran sont parvenus après des investigations approfondies à démanteler un réseau criminel spécialisé dans le faux et usage de faux dans des documents administratifs officiels, des documents bancaires en usant de faux cachets d'institutions publiques. Cinq individus dont l'un d'entre eux était recherché par trois mandats d'arrêt dans des affaires similaires ont été arrêtés et les enquêteurs ont saisi 186 cachets contrefaits qu'ils utilisaient dans la reproduction et la falsification des documents, un micro portable, une imprimante et un scanner, deux clés USB et des dizaines de documents administratifs falsifiés et autres prêts à être reproduits.

L'enquête a été ouverte après que les enquêteurs aient découvert un document officiel falsifié. Les recherches diligentées par la suite ont permis de remonter la filière et connaître le mode opératoire des faussaires. Une fois toutes les procédures réglementaires auprès du procureur de la République près le tribunal d'Oran ficelées, les policiers ont procédé à une perquisition et aussi à une extension de compétence et cinq individus ont été arrêtés. Ils ont saisi tous les sceaux contrefaits et les documents falsifiés. Ils ont été présentés au tribunal pour association de malfaiteurs, faux et usage de faux dans des documents administratifs, contre-façon de sceaux d'Etat, mauvaise utilisation de la fonction et avantages non mérités. Ils ont été placés sous mandat de dépôt.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Rahal Med, 79 ans, Oran
Ghazlaoui Hasna, 102 ans, Oran
Hamad Meriem Assia, 1 jour, Oran
Laredj Mimouna, 75 ans, Oran

Horaires des prières pour Oran et ses environs

24 chouel 1446

El Fedjr 04h49	Dohr 13h02	Assar 16h46	Maghreb 19h48	Icha 21h11
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Tiaret Feu vert pour plus de 60 projets

Les Présidents des assemblées populaires communales (P/APC) de 24 communes de la wilaya de Tiaret ont reçu, lundi, des décisions d'attribution pour 63 projets de développement, a-t-on appris des services de la wilaya. Lors des travaux du Conseil exécutif de wilaya, où a eu lieu la remise des documents, le directeur de l'Administration locale, Nadir Bekouka, a précisé que ces décisions concernent les communes ayant finalisé les procédures contractuelles, dans le cadre d'un total de 130 projets inscrits au profit de la wilaya, dans le cadre du programme de développement social et économique (anciennement appelé Plans communaux de développement) pour l'année en cours, avec une enveloppe budgétaire de 2,6 milliards de dinars. Il a souligné que ces projets ont été approuvés sur proposition des APC selon les priorités locales et concernent princi-

palement les secteurs des travaux publics, de l'hydraulique, de l'éducation et de l'alimentation en gaz naturel. De son côté, le wali de Tiaret, Saïd Khalil, a ordonné, à cette occasion, le lancement immédiat des projets, en insistant sur le respect des normes techniques et des délais contractuels pour leur mise en service au profit des citoyens.

Le wali a également enjoint les présidents des APC qui n'ont pas encore déposé les dossiers des projets dont ils ont bénéficié, de finaliser rapidement les démarches nécessaires. Il a aussi demandé à d'autres d'apporter les corrections demandées sur 13 dossiers en instance à la Direction de l'administration locale. Par ailleurs, la wilaya bénéficiera prochainement de nouvelles enveloppes financières dans le cadre du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales pour l'année 2025, a annoncé M.Khalil.

Mostaganem Un nouveau service à l'hôpital de Bouguirat

L'établissement hospitalier de la daïra de Bouguirat a été renforcé par un projet d'aménagement et d'équipement d'un service de néphrologie et de dialyse, selon les services de la wilaya. Selon la même source, le wali de Mostaganem Ahmed Boudouh a donné, dimanche, le coup d'envoi du projet de réhabilitation d'un des services de l'établissement public hospitalier de Bouguirat (d'une capacité de 60 lits) et de la création d'un service de prise en charge de l'insuffisance rénale et de dialyse.

Un budget de 10 millions de dinars a été alloué à ce projet, inscrit dans le cadre d'un programme de réhabilitation de trois structures de santé pour une enveloppe globale de 80 millions de dinars, précise la même source. Ce nouveau service, qui comprendra 11 lits et entrera en activité d'ici trois mois, contribuera à rapprocher les soins spécialisés des citoyens et à améliorer les conditions d'accueil des patients, notamment pour 35 malades

souffrant d'insuffisance rénale, en leur évitant les déplacements vers le Centre hospitalo-universitaire de Mostaganem ou les cliniques privées. Les services de la wilaya ont également prévu une enveloppe de 70 millions de dinars pour équiper ce service, qui sera progressivement étendu afin de pouvoir prendre en charge environ 60 patients, selon les explications fournies. Lors de sa visite dans cette structure sanitaire, le wali a donné des instructions à l'entreprise chargée des travaux d'accélérer la cadence de réalisation, ajoute-t-on.

En écoutant les préoccupations des citoyens, le wali a également annoncé l'inscription d'une opération au profit de la commune de Bouguirat, portant sur la réalisation d'une gare routière pour un montant de 25 millions de dinars, financée sur le budget de la wilaya. Il a donné des instructions pour entamer les procédures d'étude, de suivi et de dépôt du dossier au niveau de la direction locale de l'administration, a-t-on indiqué.

Tlemcen L'aménagement des zones frontalières, une priorité

La troisième phase du cycle de formation consacré à l'aménagement et au développement de la zone frontalière du "Tell Ouest" a débuté, lundi à Tlemcen. Cette phase, destinée aux cadres de différentes institutions et directions exécutives de la wilaya, comprend des explications détaillées dispensées sur trois jours par des experts de l'Agence nationale d'aménagement du territoire et de son attractivité, portant sur les fondamentaux du système d'information géographique (SIG), dans le but de renforcer les capacités locales en matière d'informatique et de gestion des bases de données.

Lors de la cérémonie d'ouverture, le Directeur central à la Direction générale de l'aménagement du territoire et de son attractivité au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Madjid Sâada, a souligné que "l'aménagement et le développement des zones frontalières font partie des chantiers prioritaires de la politique nationale inscrite dans le Schéma national d'aménagement du territoire". Il a précisé que la direction générale a lancé des études d'aménagement pour neuf zones frontalières à travers le pays, dont celle du "Tell Ouest" à Tlemcen. Il a ajouté qu'après l'achèvement des deux premières phases de cette formation, la troisième porte sur le tableau de bord de suivi de la mise en œuvre du projet d'aménagement et du plan de programme sur le terrain, par les acteurs régionaux locaux, à savoir les directions exécutives, les collectivités locales et les opérateurs économiques. Le suivi repose sur des indicateurs d'évaluation appuyés par le système d'information géographique.

De son côté, la Directrice générale de l'Agence nationale d'aménagement du territoire et de son attractivité, Mme Souad Farida Skander, a souligné que le tableau de bord de suivi et de mise en œuvre du programme, qui repose sur des indicateurs efficaces et des données fiables, constitue un outil d'aide à la décision permettant d'effectuer les ajustements et corrections nécessaires en temps opportun, en assurant le suivi de l'avancement des projets et le contrôle de leur performance, afin de garantir l'atteinte des objectifs fixés dans les délais et les budgets impartis. Elle a ajouté : "Ce programme, qui s'étend sur plusieurs années, vise à élever le niveau des communes frontalières, à asseoir les bases d'un développement durable fondé sur la valorisation des ressources locales, le potentiel de la région et la structuration de la zone frontalière, afin d'instaurer une dynamique d'attractivité des investissements, de création d'activités, et d'intégration de cette zone aux niveaux régional et national, à travers des infrastructures appropriées et performantes, ainsi que la valorisation et la protection des ressources naturelles".

Pour sa part, le chef du projet d'aménagement et de développement de la zone frontalière du "Tell Ouest", M. Haddar Mohamed, a indiqué que cette zone regroupe sept communes le long d'une bande frontalière de 166 km, couvrant une superficie totale de 1.581 km², où réside environ 18% de la population de la wilaya de Tlemcen. Elle comprend 637 projets, notamment dans les communes de Maghnia, Bouihi, et Souani, et porte sur les travaux publics, l'énergie, l'hydraulique, l'éducation, le développement urbain et les équipements régionaux.

Sidi Bel-Abbès, Aïn Temouchent La lutte contre les feux de forêts au menu

Une session régionale de formation sur la lutte contre le risque d'incendies des forêts a débuté, lundi à Sidi Bel Abbès, dans le cadre des préparatifs de la saison estivale 2025, selon la direction de la Protection civile de la wilaya.

La cellule de communication a précisé que le commandant Ali Amraoui, directeur adjoint des risques majeurs à la Direction générale de la Protection civile, représentant le Directeur général, a présidé la cérémonie d'ouverture de cette session de formation, en présence du directeur de wilaya de Sidi Bel Abbès, le commandant Kassoum Abdelfettah, ainsi que des cadres de la même direction.

La formation est destinée aux chefs de bureaux de cartographie et des risques spécifiques des services de la Protection civile des wilayas de Sidi Bel Abbès, Oran, Mascara, Mostaganem, Aïn Temouchent, Tlemcen, Relizane, Naâma, Saïda, El Bayadh et Tiaret.

Cette session vise à fournir les outils de connaissance nécessaires pour élaborer une cartographie précise des zones à risque et définir les mesures de prévention appropriées pour chaque région.

Une explication détaillée des différentes procédures préventives à adopter pour réduire le risque d'incendies de forêts est également dispensée.

A noter que cette formation, organisée au siège de la Direction de la Protection civile de Sidi Bel Abbès, s'étend sur trois jours et se tient sous le thème : "Renfor-

cement des capacités pour faire face au risque d'incendies de forêts".

Dans la wilaya d'Aïn Temouchent, les services de la protection civile ont mené, lundi après-midi, un exercice de simulation d'extinction d'un incendie de forêt dans la région de "Sbiaate", commune de M'saïd, afin de tester le niveau de préparation pour l'activation du plan de secours de la wilaya.

La manœuvre a été déclenchée suite à un appel de détresse simulant un départ de feu au niveau de la forêt de Sbiaate. En réponse, le plan de secours de la wilaya a été activé en urgence, et un poste de commandement avancé a été installé à proximité du site de l'incendie, selon les explications fournies par le directeur de la protection civile de la wilaya, le commandant Mourad Bensalem.

L'exercice a vu la participation de plusieurs secteurs concernés, à différents niveaux d'intervention sur le terrain, notamment ceux de la santé, du transport, des travaux publics, de l'énergie et des ressources en eau, avec le déploiement de moyens humains et matériels pour l'extinction de l'incendie et apporter les premiers secours aux victimes.

A cette occasion, le wali d'Aïn Temouchent, Mabrouk Ouled Abdennebi, a insisté sur l'importance de maintenir un haut niveau de préparation et de mettre à jour la base de données opérationnelle pour l'activation du plan de secours de la wilaya.

Tissemsilt La capacité de la station d'épuration augmentée

La capacité de la station d'épuration des eaux usées de la région d'Aïn Sfa, dans la commune de Tissemsilt, devrait atteindre 27.000 mètres cubes par jour, après l'achèvement des travaux de réhabilitation et d'aménagement dont elle fait l'objet, a-t-on appris, lundi, lors de la visite du Secrétaire général du ministère de l'Hydraulique, Amar Bouguerra, dans la wilaya.

Le directeur de l'Office local d'assainissement, Abdelhakim Bensedira, a indiqué lors de sa présentation du projet que la capacité actuelle de la station équipée d'un système de traitement tertiaire passera de 15.000 à 27.000 m³/jour une fois les travaux terminés.

Ces derniers devraient s'étendre sur 18 mois, avec un budget alloué de 580 millions DA, dans le cadre du programme sectoriel du ministère de l'Hydraulique.

Les eaux traitées par cette station seront réutilisées pour l'irrigation agricole, ce qui contribuera à améliorer le rende-

ment du secteur agricole dans la wilaya, a-t-il souligné.

M. Bouguerra a également reçu une présentation relative à l'étude de réhabilitation, d'extension et de modernisation du périmètre irrigué du barrage de Bougara, inscrite dans le programme complémentaire de développement initié par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, concernant notamment le secteur de l'hydraulique.

Pour sa part, le wali de Tissemsilt, Bouzaid Fethi, a déclaré à la presse que cette visite vise à évaluer l'avancement de la mise en œuvre du programme complémentaire dédié à la wilaya.

Il a également assuré qu'aucune perturbation n'est prévue dans l'approvisionnement en eau potable des communes de la wilaya, grâce à une augmentation de 200 m³/jour de la capacité de production locale, suite à la mise en service de deux nouveaux forages profonds.

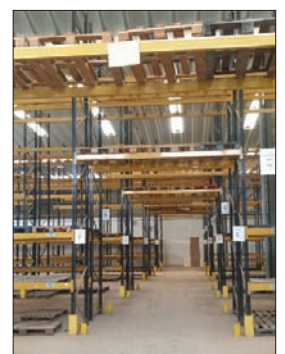
Publicité

**Vend ensemble de rayonnages lourds
(Racking importation) : 12 m de haut /650kg par m².**

Disponible pour un espace de stockage
de l'ordre de 1.300 m². Très bon état.

Contact / mail : norc.activ25@gmail.com

Tel: 0658 54 00 45 / 0675 68.76.971



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة التضامن الوطني والأسرة وقضايا المرأة

الرقم الأخضر
للتبليغ عن العنف ضد المرأة

10 26

@mcnfcf alger @mcnfcf @mcnfcf-jin @mcnfcf

ANEP Gratuit

وزارة التضامن الوطني والأسرة وقضايا المرأة

إطلاق الرقم الأخضر
للتبليغ عن العنف ضد المرأة

10 26

@mcnfcf alger @mcnfcf @mcnfcf-jin @mcnfcf

ANEP Gratuit

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ORAN

DAÏRA DE BETHIOUA

COMMUNE DE MERS EL HADJADI

1000/2025

2^{EME} AVIS D'ADJUDICATION

**ADJUDICATION DANS ENVELOPPE CACHEE POUR LOCATION
MARCHÉ COUVERT « BATIMETAL » SUR SUPERFICIE DE 653 M2 SITUE
DANS HAI CHAHIDE HADJAR BELKACEM MERS EL HADJADI**

Le président de l'Assemblée Populaire Communale de MERS EL HADJADI informe Les intéressés par cet avis peuvent retirer le cahier des charge contre paiement de la somme de 2.000.00 DA au niveau du trésorier communal a partir de la 1ère parution du présent avis. Les offres doivent être présentées sous deux enveloppes intégrées dans l'enveloppe extérieure doit être anonyme et ne portant que les mentions ci-dessous :

**ADJUDICATION DANS ENVELOPPE CACHEE POUR LOCATION MARCHÉ
COUVERT « BATIMETAL » SUR SUPERFICIE DE 653 M2 SITUE DANS HAI CHAHIDE
HADJAR BELKACEM MERS EL HADJADI**

Mise à prix : 65.300.00 DA /mois

LES CONDITION DE PARTICIPATION :

De nationalité algérienne et le soumissionnaire doit être age plus 19 ans et n'avoir jamais été condamné par la justice quelle qu'elle soit.

l'offre technique :

- * le cahier des charges signée et paraphé portant a la dernière page, la mention manuscrite «lu et accepté »
- * copie de la carte d'identité .
- * copie de l'extrait de rôle du soumissionnaire en cours de validité.
- * copie de l'extrait du casier judiciaire du soumissionnaire N°03.
- * copie des attestation de mise à jour C.A.S.N.O.S. pour les société
- * un engagement porter respecte les closes de cahiers des charges et le contrat
- * le statut pour les sociétés+ les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes a engagés la société .

l'offre financière :

- * La lettre de soumission, jointe en annexe, dûment remplie, datée et signée
- * le soumissionnaire retenu paie au nom de trésorie inter communale de bethioua d'un 50% du montant de mise à prix d'un ans (comme un caution de participation) dans un délais de 24 heures
- Le soumissionnaire retenu paie a l'avance le montant de loyer annuel de l'adjudication
- la date limité de dépôt des offres fixée à « 10 jours » à compter de la première affichage L'offre doit parvenir a la date qui correspond au dernier jour de la durée au plus tard 09h30, l'ouverture des plis effectuée par la commission, le dernier jour de la durée de préparation des offres a 10H00 au siège de la commune Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est propagée jusqu'au jour ouvrable suivant.

N.B :-tous soumissionnaire en litige avec une commune concernant la location d'une propriété sera exclus de l'adjudication.

Fait a MERS EL HADJADI le.....

Le président de l'APC

ANEP N° 2531006387 Le Quotidien d'Oran 23/04/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya d'Oran

Daïra de BIR EL DJIR

Commune de BIR EL DJIR

Avis d'adjudication

Le Président De L'Assemblée Populaire Communale de BIR EL DJIR, lance une adjudication pour :
« LA LOCATION DES LOCAUX COMMERCIAUX SIS A haï BELGAID (08 LOCAUX du 20 LOCAUX). »

- La mise a prix de l'adjudication est fixée à :

الرقم	التعيين	المساحة	المبلغ الافتتاحي	مبلغ التمهيد
01	محل تجاري رقم 01 الطابق السفلي بلكا	15.54 م ²	3000.00 دج	بالأحرف: بالأرقام:
02	محل تجاري رقم 02 الطابق السفلي بلكا	32.03 م ²	5000.00 دج	بالأحرف: بالأرقام:
03	محل تجاري رقم 05 الطابق السفلي بلكا	22.70 م ²	4000.00 دج	بالأحرف: بالأرقام:
04	محل تجاري رقم 03 الطابق العلوي بلكا	32.03 م ²	5000.00 دج	بالأحرف: بالأرقام:
05	محل تجاري رقم 01 الطابق العلوي بلكا	15.54 م ²	3000.00 دج	بالأحرف: بالأرقام:
06	محل تجاري رقم 03 الطابق العلوي بلكا	23.03 م ²	4000.00 دج	بالأحرف: بالأرقام:
07	محل تجاري رقم 04 الطابق العلوي بلكا	23.03 م ²	4000.00 دج	بالأحرف: بالأرقام:
08	محل تجاري رقم 05 الطابق العلوي بلكا	22.70 م ²	4000.00 دج	بالأحرف: بالأرقام:

Les soumissionnaires intéressés par cette adjudication peuvent retirer le cahier des charges au niveau des services de la commune contre reçu de paiement de : 5000.00 DA délivré par le trésorier communal de Bir El Djir.

Dossier de soumission :

- quittance de paiement du cahier des charges 5.000.00 DA.
- lettre de soumission datée et signée.
- déclaration de probité datée et signée.
- Déclaration à souscrire, remplie et signée par le soumissionnaire.
- Une copie du cahier des charges, signé et paraphé sur toutes les pages par le Soumissionnaire.
- Une copie de la carte nationale d'identité biométrique.
- Extrait de casier judiciaire de moins de 3 mois.
- Extrait de rôle apuré moins de 3 mois.
- Une copie originale des attestations de mise à jour de sécurité sociale CNAS.
- certificat de la résidence de moins de 06 mois.
- attestation administrative délivrée par le trésorier communal de Bir El Djir confirmant apurement des créances envers la commune sus-citée.

Dans une enveloppe principale fermée qui devra porter la mention d'adjudication national pour :

**" Soumission à ne pas ouvrir " ADJUDICATION PUBLIQUE RELATIVE A LA LOCATION DES LOCAUX
COMMERCIAUX SIS A haï BELGAID (08 LOCAUX du 20 LOCAUX). »**

La date limite de dépôt des offres est fixée à 20 jours à compter de la date de parution du présent avis dans les journaux nationaux et locaux.

BIR EL DJIR le : 2025-03-23

Le président de l'APC

ANEP N° 2531006388 Le Quotidien d'Oran 23/04/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

WILAYA DE TISSEMSILT

DIRECTION DE L'EDUCATION

N° : 281/S.P.S/D.E/2025

Tissemsilt le : 2025-04-14

NIF : 099138019001037

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE
de l'appel d'offres national ouvert avec exigences
minimales N° : 03/2025

Projet : Equipements d'un collège type 3/200R à la Commune de Laayoune

Conformément aux dispositions des articles 65,82 et 161 du décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics, la Direction de l'Education de la wilaya de Tissemsilt, informe l'ensemble des soumissionnaires concernés par l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N°03/2025 paru dans les quotidiens nationaux : Le Quotidien d'Oran en date du 11/02/2025; relatif au projet (Equipements d'un collège type 3/200R à la Commune de Laayoune), le marché est attribué provisoirement aux entreprises :

Lots	Fournisseurs et NIF	Note technique	Montant de l'offre en TTC	Montant de l'offre Corrigé en TTC	Garantie
Lot N°01: Equipements Scolaires et Laboratoire.	Ets YEBKA NACERTAIF "BGIN" 198131011477722	25,00	3 203 539,00	3 203 539,00	40 Mois
Lot N°02 : Equipements Bureau et Informatiques	Ets GOLDEN BIRD SPLAY 192380102332165	20,10	7 865 781,00	7 865 781,00	27 Mois
Lot N°03: Equipement petit et gros Matériel de Cuisine					
Lot N°04 : Equipements Matériels d'Incendie	Ets AMIRA Mustpha 18538010069015803802	22,80	355 810,00	355 810,00	36 Mois
Lot N°05: Acquisition et Montage d'un groupe électrogène.	Ets AOUNALLAH nasereddine 177200103560143	30,00	2 915 500,00	2 915 500,00	40 Mois

Conformément à l'article 82 du décret présidentiel N°15-247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics.

- Les soumissionnaires voulant s'informer des résultats d'évaluation des offres peuvent prendre contact au niveau de la direction de l'éducation service de la programmation et du suivi dans un délai maximal de trois (03) jours à partir du premier jour de la publication de cet avis d'attribution.

- Tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la wilaya dans un délai de (10) dix jours à partir du premier jour de la publication de cet avis d'attribution

LE DIRECTEUR DE L'EDUCATION

ANEP N° 2531006379 Le Quotidien d'Oran 23/04/2025

Equipe Nationale-Amical Ce sera le Rwanda le 5 juin prochain à Constantine



M. Zeggai

C'est officiel ! L'identité du deuxième sparring-partner de l'EN est connu. Il s'agit du Rwanda de l'entraîneur algérien Adel Amrouche. Cette rencontre amicale aura lieu le 5 juin prochain au stade 'Chahid Hamlaoui' de Constantine (20h00). Suite à l'annulation du match contre le Niger, les noms de la Libye, du Cameroun et du Gabon avaient circulé mais la FAF a finalement opté pour le Rwanda. Ce match de préparation s'inscrit dans le cadre de la prochaine fenêtre FIFA du mois de juin et servira de préparation pour les Verts avant leur deuxième rencontre amicale face à la Suède, prévue le 10 juin à Stockholm.

Ce sera une occasion pour le sélec-

tionneur national, Vladimir Petkovic, de tester différentes options tactiques et d'évaluer la forme de ses joueurs, en vue des prochaines échéances. Contre le Rwanda, s'avère come un indice de taille pour le coach national en prévision de la liste du stage de juin prochain. C'est une bonne opportunité pour Vladimir Petkovic pour tester de nouveaux joueurs et également donner un temps de jeu conséquent pour jauger les capacités des joueurs sur lesquels il peut compter lors des prochaines rencontres officielles.

Là, les Rwandais font office, certes, d'adversaires modestes mais difficiles à manier, compte tenu de leur ambition. Pour l'histoire, les Algériens n'ont jamais perdu contre cet adversaire (4 victoires et 2 nuls). Le Rwanda, qui possède de nombreux éléments évo-

luant dans les différents championnats étrangers, a nommé en mars dernier l'Algérien Adel Amrouche comme sélectionneur national pour un contrat de deux ans avec l'objectif principal de hisser le Rwanda parmi les sélections compétitives du continent. Pour Vladimir Petkovic, après avoir composé son billet pour la CAN 2025, il travaille sur le deuxième objectif, à savoir la qualification au prochain Mondial comme mentionné dans son contrat avec la FAF. Lors du match contre la Suède, le staff technique national présentera son équipe type, d'abord pour une question de prestige et, ensuite, pour évaluer la performance réelle des joueurs face à un adversaire de haut niveau. Aussi, cela servira à Petkovic de trouver le juste équilibre pour une meilleure complémentarité du groupe.

Réunion FAF/arbitres d'élite/CFA

Walid Sadi exprime sa préoccupation face aux erreurs d'arbitrage

Triste fin de saison pour le football algérien. Des incidents ayant entaché des championnats, toutes divisions confondues, et suscité moult interrogations en raison du comportement de certains arbitres.

Pour remédier à cette situation, le président de la FAF, Walid Sadi, s'est réuni, avant-hier, au siège de la Fédération avec les arbitres d'élite et la CFA « dans un contexte marqué par certaines insuffisances arbitrales constatées lors de récentes rencontres », comme rapporté par un communiqué de l'instance fédérale. Alors que peut-on retenir de cette rencontre ? Nos sources affirment que le président de la FAF, et également ministre des Sports, a exprimé sa vive préoccupation face à ces manquements.

Par ailleurs, le responsable de la FAF a, par ailleurs, rappelé aux arbitres l'im-

portance de la mission qui leur est confiée ainsi que la responsabilité qui en découle, réitérant à cette occasion le soutien indéfectible de la Fédération.

Cette réunion avec les arbitres a été initiée dans un contexte particulier. Plusieurs arbitres ont été pointés du doigt, la semaine dernière, pour leurs décisions arbitrales contestées. Au cours de cette réunion, Walid Sadi a exprimé sa vive préoccupation face à ces manquements tout en rappelant aux arbitres l'importance de la mission qui leur est confiée et le poids de la responsabilité qui en découle, tout en réitérant le soutien indéfectible de la Fédération à leur égard. Remarque : Aucun des arbitres dont les erreurs ont pourtant faussé le résultat des matches n'a été sanctionné. En somme, le mal est plus profond et des mesures draconiennes devront être prises pour mettre fin à cette mas-

carade. Car, à ce rythme, aucun changement ne se profile à l'horizon.

A en croire certaines informations, l'heure n'est guère à l'optimisme, notamment sur les critères exactes des désignations. Plusieurs arbitres sont sur la sellette confirmant ces controverses sur leurs performances.

Certes, on peut soutenir nos arbitres et les protéger, mais on doit aussi se montrer intransigeant contre ceux qui prennent sciemment de mauvaises décisions, quelle que soit l'identité des équipes en opposition. Intransigeant également avec ces joueurs qui passent leur temps à contester les décisions des arbitres, créant un climat de confusion. La sonnette d'alarme est tirée. Car, les polémiques qui entourent l'arbitrage algérien, en cette fin de saison, risquent de déboucher sur le départ de l'actuel résident de la CFA Abid Charef. **R. S.**

Championnat d'Afrique scolaire 2025

L'Algérie débute aujourd'hui face au Ghana

La sélection algérienne scolaire masculine de football (U15), affrontera son homologue ghanéenne, aujourd'hui à Accra, à l'occasion de son entrée en lice au championnat d'Afrique scolaire 2025 (23-26 avril), selon le programme de la compétition dévoilé. Logés dans le groupe A, les Algériens enchaîneront, en défiant demain l'Ouganda puis l'Afrique du Sud. Huit pays prendront à cette 3e édition du championnat d'Afrique scolaire 2025, dans chaque catégorie (garçons et filles). Le groupe B est composé de la Tanzanie, du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, et de la RD Congo. Les deux

premiers de chaque poule se qualifient pour les demi-finales, fixées à vendredi, suivies du match de classement le samedi à partir de 11h 00, puis de la finale à 14h 30, le même jour. La sélection algérienne scolaire avait validé son billet pour cette 3e édition, après avoir terminé en tête du classement du tournoi qualificatif de la zone d'Afrique du nord, fin janvier 2025 à Oran. Vainqueur de la précédente édition chez les filles, l'Afrique du Sud remettra son titre en jeu, après sa victoire face au Maroc l'an passé en Tanzanie. Chez les garçons, la Tanzanie, titrée à domicile face à la Guinée, défendra également

son trophée. Les vainqueurs des tournois masculin et féminin recevront chacun une dotation de 300.000 dollars, les finalistes 200.000 dollars, tandis que les médaillés de bronze se verront attribuer 150.000 dollars.

**Programme des matchs
de l'équipe nationale scolaire**
Aujourd'hui
Ghana-Algérie (11h 00)
Demain
Algérie-Ouganda (10h 00)
Après demain
Afrique du Sud-Algérie (12h 00)

La vie des clubs USM Alger : un mois d'indisponible pour Merghem

Le milieu offensif de l'USM Alger Mehdi Merghem, blessé au genou, sera éloigné des terrains pour une période de quatre semaines, a annoncé le club usmiste. «Les examens effectués par Merghem ont décelé une blessure au genou qui nécessite un arrêt de quatre semaines, précise l'USM Alger dans un communiqué diffusé sur les réseaux sociaux. Merghem,

arrivé à l'USMA durant le mercato d'hiver en provenance du SC Farense (Portugal), est sorti sur blessure à la 22', lors de la demi-finale de la Coupe d'Algérie face à l'USM Harrach. Ses coéquipiers, les deux défenseurs Loucif et le Congolais Mondoko, seront indisponibles pour deux semaines à cause de blessures aux adducteurs, ajoute la même source.

Ligue 1 : Un match décalé au 26 avril

Le match JS Saoura-USM Alger comptant pour la 24e journée de Ligue 1, initialement prévu le 25 avril a été décalé de vingt quatre heures et se jouera finalement le samedi à 18h 00 au stade 20 aout de Bechar, a indiqué la LFP.

La décision de décaler cette rencontre a été prise pour des raisons «organisationnelles et logistiques et suite à la

demande formulée par le club de l'USM Alger», précise l'instance chargée de la gestion de la compétition dans un communiqué publié sur son site officiel. La JS Saoura occupe la 8e place au classement en compagnie de l'ASO Chlef avec 28 unités. Avec deux matchs en moins, l'USMA occupe la cinquième place au tableau avec le MC El Bayadh avec 33 points.

Entrée gratuite pour ES Mostaganem-NC Magra

L'ES Mostaganem a annoncé la gratuité de l'accès au stade Mohamed Bensaïd de Mostaganem, pour la réception du NC Magra, samedi à 16h 00, pour le compte de la 24e journée du championnat. Dans un communiqué diffusé sur sa page Facebook, le club mostaganémois a appelé ses supporters à répondre massivement

présents pour soutenir leur équipe dans ce match crucial pour le maintien. « Nous avons grandement besoin de votre présence et de vos encouragements, surtout en cette période sensible », a souligné le club.

Cette rencontre mettra aux prises deux équipes sérieusement menacées par le spectre de la relégation.

Les Verts de l'Europe Danemark : Chiakha buteur, Copenhague vers la C1

Pour l'ultime phase de Superligaen, Copenhague recevait l'AGF. Une victoire aurait permis au FCK de prendre la tête et de se rapprocher de la Ligue des Champions. Si Chiakha (19 ans) n'est pas toujours titulaire cette saison, qui reste sa première chez les professionnels, le désormais international algérien dispose d'un temps de jeu assez correct, tout en se montrant ré-

gulièrement décisif. Après deux défaites consécutives, Copenhague reprend la tête en battant AGF (3-1), conservant ainsi son avenir entre ses mains. Chiakha, incorporé à la 71', a inscrit un but de toute beauté.

Il faudra notamment vaincre Midtjylland le 11 mai pour pouvoir clairement rêver de Ligue des Champions la saison prochaine.

Mercato : Maza vers le Bayer Leverkusen

Ibrahim Maza va-t-il quitter le Herta Berlin ? C'est du moins l'impression qui se dégage si l'on croit les informations de la presse allemande. L'international algérien a été annoncé partout ces derniers mois, de Manchester City à l'Atletico Madrid en passant par Marseille et Milan, mais il devrait finalement continuer à progresser en Allemagne. En effet, Bild annonce que c'est bien le Bayer Leverkusen qui devrait s'attacher les services de Maza cet été. Le Bayer, qui pourrait connaître d'importants changements cet été, l'ac-

tuel dauphin de Bundesliga, devrait disputer la prochaine Ligue des Champions. Une bonne nouvelle pour Ibrahim Maza. Aux dernières nouvelles, on a appris que Maza serait sur le point de finaliser son transfert chez le Bayer Leverkusen, a indiqué la presse allemande qui annonce que ce transfert «est en voie de finalisation».

La formation de Leverkusen, dirigée sur l'ancien international espagnol Xabi Alonso, serait prête à déboursier 14 millions d'euros pour s'attacher les services du jeune joueur algérien.

DTN : Officiel, Karim Ziani rejoint la FAF

Le directeur technique national Ali Moucer a annoncé hier matin la nomination de Karim Ziani au sein de la DTN. Le nouveau DTN qui a tenu hier sa première conférence de

presse a annoncé cette nomination comme un scoop. Cependant, il n'a pas voulu préciser à quel poste l'ancien international sera nommé précisément.

«Alger, légendes urbaines» (1542-1962) de Mahdi Boukhalfa

Après La révolution du 22 Février ou la chute des Bouteflika, Le Maroc et Nous (une si difficile cohabitation), Makhzen, Bab El Oued (et ses mille et une vies cachées) qui a obtenu en 2022 à Paris le Prix Savoir, ou Covid-19, cinq jours en enfer, Mahdi Boukhalfa, avec sa soif de nous parler de son Dzaïr Leqdim et ses quartiers d'enfance dont le Big Bab El Oued des années 1970, nous revient cette fois-ci avec un recueil de textes sur une partie de l'Histoire peu connue d'Alger à travers ses légendes urbaines.



R.N.

Pour relater certains événements ayant eu lieu dans Alger la médiévale puis celle de la Régence, et, qui au fil du temps et des vicissitudes de la vie algéroise sont devenus des légendes, des mythes ou de terribles histoires de corsaires, d'invasions et de conquêtes, l'auteur de El Cantera (Il était une fois Bab El Oued) a choisi la nouvelle, qui sied le mieux à certains événements vécus par les habitants de la médina d'Alger. "Alger, légendes urbaines (1542-1962)" est un recueil de textes sur les plus importants événements militaires, politiques, et sociaux qui ont façonné l'Histoire d'Alger.

Mais, loin des sentiers classiques, ceux des manuels scolaires et des théories d'historiens sur des moments épiques, dramatiques ou terribles de la vie des Algérois. Dans cet ouvrage sur l'Histoire parallèle de la médina d'Alger, qui fait suite à celui sur "Histoire des Mosquées d'Alger" (ou le mensonge du Comte de Bourmont), il y est ainsi question de toute la trame historique de la tentative de Charles Quint, à la tête de l'Invincible armada bénie par le pape Paul III, de prendre Alger en octobre 1542 et les légendes algéroises qui s'y ont incrustées comme celles de Wali Dadda et Sidi Bougheddour, qui auraient à eux seuls vaincus l'Invincible Armada. Le recueil de textes sur la Casbah d'Alger, et son histoire intime de Mahdi Boukhalfa tente de cerner, autrement, certains événements marquants de l'histoire de la capitale algérienne. Avant, durant et après la colonisation française. Tout d'abord en revenant sur certains épisodes épiques, comme les deux invasions armées de l'Espagne, dont celle en 1541 de Charles Quint, défait à plate couture aux portes d'Alger, la construction d'un prodigieux canon pour la défense d'Alger après cette invasion contenue par les défenseurs d'Alger ; et, cerise sur le gâteau, la saga d'un corsaire algérois, le Raïs Hamidou et son combat héroïque contre une flotte américaine au large du cap de Gate, en Espagne.

Après, le texte le plus singulier et le plus important d'"Alger, Légendes urbaines" de Mahdi Boukhalfa est en fait celui qui revient dans le détail aux sources du litige financier, les causes profondes, même psychologiques et culturelles, connaissant la personnalité absconse et trouble de Napoléon Bonaparte et des monarques français, ainsi que les raisons politiques cachées qui ont fait que la France, qui avait pourtant des accords de paix et commerciaux avec la Régence d'Alger, ait décidé d'envahir et occuper l'Algérie. Les deux textes mentionnés, et quelques autres dans ce recueil, expliquent autrement, par des légendes urbaines bien enracinées dans le vécu et la mémoire des gens de la Casbah, pourquoi et comment l'Algérie a fait l'objet de tant de tentatives d'invasion entre les 15^{ème} et 18^{ème} siècles, ainsi que les supplices que sa population a endurés durant toute cette période, presque trois siècles, du fait des attaques et des bombardements répétés de la flotte française, espagnole, et britannico-néerlandaise jusque vers 1816. Ce recueil de textes commence donc par le récit de la débâcle de Charles Quint aux portes d'Alger, puis une seconde tentative d'invasion près de l'Oued El Harrach d'El Mahroussa en 1775 également par l'Espagne, qui tenait à ce moment-là la place d'Oran, la ville de Bejaïa étant reprise aux Espagnols par une coalition de Kabyles du royaume de Koukou, de Béni Abbes et de corsaires, les Frères Barberousse, sous la bannière ottomane vers 1550.

QUAND WASHINGTON ROMPT SON TRAITÉ D'AMITIÉ AVEC LA RÉGENCE D'ALGER

Même les Américains n'ont pas été, du reste, avarés de menaces contre la Régence, puis-

qu'une escadre conduite par le vice-amiral Stephen Decatur est venue à Alger vers 1816 poser les conditions d'une cessation immédiate des attaques des corsaires algérois contre les navires américains. Et y installer le premier Consul des États-Unis d'Amérique en El Djazaïr.

On trouvera dans ce recueil donc les motifs de la violation du traité algéro-américain par Washington et les conséquences politiques de l'expédition de cet officier plein de morgue de la jeune marine américaine à Alger et, surtout, le dernier combat du Raïs Hamidou près du cap de Gate, dans le sud de l'Andalousie. C'était la première et la dernière bataille navale entre l'Algérie et les États-Unis ; mais, surtout, entre un navire algérien, El Meshouda, du Raïs Hamidou, contre toute une escadre militaire américaine, avec à sa tête le contre-amiral Decatur.

La confection en 1542 d'un canon prodigieux par les fondeurs algérois, Baba Merzoug, sous la direction d'un vénitien, une pièce d'artillerie phénoménale qui a donné son surnom d'El Mahroussa ou La Bien Gardée à Alger, est le résultat direct, sans aucun doute, de la campagne de Charles Quint contre Alger une année auparavant. La construction de ce monstrueux canon, une prouesse technique à cette époque, obéissait à cet objectif : rendre la ville d'Alger imprenable ; et c'est ce qui s'est passé durant trois siècles... jusqu'à la prise du pouvoir en France par un certain Napoléon Bonaparte après le coup d'État du 18 Brumaire, et ses visées de conquêtes de nouveaux territoires, dont El Djazaïr. Mahdi Boukhalfa revient donc sur les raisons politiques et commerciales profondes qui ont guidé le Premier consul de France à échauffer des projets de conquête de l'Algérie dès les années 1800, presque concomitamment avec la retraite d'Égypte et les demandes officielles des deys d'Alger, Baba Hassan (1789) puis Mustapha (1800) pour que la France paie sa dette commerciale auprès d'Alger pour les achats de céréales ayant servi à la campagne française d'Égypte. Ce sera expliqué à travers un chapitre qui reviendra dans le détail avec tout l'historique autant sur les tenants et les aboutissants commerciaux et politiques de cette sombre et scabreuse affaire que ses acteurs directs, des juifs algérois, Jacob Cohen Bacri et Busnach, avaient montée de fil en aiguille pour escroquer une succession de deys depuis Hassan en 1789 et Mustapha en 1800, jusqu'à Hussein, le dernier des deys d'Alger.

Une singularité de "Alger, légendes urbaines" de Mahdi Boukhalfa : les textes présentés dans cet ouvrage sont tous liés les uns aux autres, avec un fil d'Ariane, une sorte de cordon ombilical, à savoir la mer, qui donne une autre vision de ce qu'était l'Algérie au temps des barbaresques. L'eau, cet élément nourricier des gens de la Casbah, de Bab El Oued acheminée jusque vers la ville par trois grands ingénieurs aqueducs descendant de la colline de Bouzareah, dont les vestiges de deux d'entre eux seulement existent encore aujourd'hui : celui de Aïn Zeboudja, près du boulevard Bougara (ex-Gallieni) et, bien sûr, Bab Jedid. Ces aqueducs cachaient le secret des fontaines aux eaux fraîches de la Casbah d'Alger La Blanche. L'autre texte original de cet ouvrage, comme la touche finale à une œuvre historique de Mahdi Boukhalfa, est celui sur la pègre algéroise qui écumait les bas-fonds de la Casbah et était utilisée par les RG français, d'Ali La Pointe qui mate avec les Fédayine du FLN, les Hozzya et assainit la vieille ville avec Yacéf Saadi des "Collabos" et autres mouchards d'Achiary. Enfin, il y a le texte de la mélancolie, des nostalgies passées et présentes, celui sur Bab El Oued et ses doux souvenirs des années 1970.

Bienvenus dans Alger, Légendes urbaines de Mahdi Boukhalfa, édité par la maison d'édition **Les Presses du Chélif**.

S'estimant lésés par Booking Des hôteliers français et espagnols veulent demander réparation

Deux cabinets d'avocats veulent fédérer les hôteliers en France et en Espagne afin qu'ils obtiennent réparation «pour leurs pertes liées à des commissions excessives» de la plateforme Booking, a indiqué mardi à l'AFP l'un des avocats à l'initiative de cette action, Marc Barennes.



Pour lancer leur action, les cabinets Eskariam en Espagne et Geradin Partners à Paris s'appuient notamment sur une récente décision de la Cour de justice de l'Union européenne, de septembre 2024, qui remet en cause les «clauses de parité» imposées par Booking. Ces clauses sont des «dispositions contractuelles qui empêchaient les hôtels et autres hébergeurs de proposer des prix plus bas ou de meilleures conditions sur d'autres canaux de vente, restreignant ainsi leur liberté commerciale», indique un communiqué.

Ils se réfèrent également à des décisions des autorités de concurrence espagnole et italienne «qui remettent en cause les pratiques illicites de Booking.com».

En France, un site internet (actioncollectivehotel.fr) propose de recueillir les données des hôteliers qui ont utilisé Booking entre 2015 et 2024 afin d'évaluer leur préjudice potentiel, mettant en avant la perspective d'obtenir «réparation pour les commissions excessives» versées à la plateforme néerlandaise, filiale du géant américain Priceline Group.

«Les hôtels indépendants pourraient percevoir des dizaines, voire des centaines de milliers d'euros d'indemnisation. Pour les chaînes, les préjudices se chiffrent en millions d'euros», peut-on lire sur ce site.

Le cabinet d'avocats a fait évaluer les pertes totales des hôteliers liées à

Booking en France à 1,5 milliard d'euros, selon Marc Barennes.

Dans le cadre de la législation sur les marchés numériques (DMA), Booking fait partie des géants de la «tech» soumis dans l'Union européenne à de nouvelles règles de concurrence plus strictes.

La plateforme ne peut ainsi plus obliger les hôteliers européens à proposer leurs meilleurs prix sur son site. En outre, Marc Barennes souligne qu'étant un acteur particulièrement scruté par la Commission européenne dans le cadre du DMA, Booking ne pourra pas se permettre de prendre des mesures de représailles contre les hôteliers décidant de demander réparation.

Les recours seront financés par une société de financement de litige qui se rémunérera avec un pourcentage des indemnités obtenues en cas de victoire (entre 25 et 30%) et les hôteliers n'auront donc rien à déboursier, selon l'avocat.

«FRONT UNI»

Des discussions sont en cours avec d'autres cabinets d'avocats pour étendre l'initiative à d'autres pays, notamment l'Italie et le Portugal, «dans le but d'élargir la couverture européenne et de construire un front juridique uni contre Booking.com».

En France, Marc Barennes souhaiterait pouvoir saisir le tribunal de commerce d'ici la fin du mois d'octobre. Si les organi-

sations patronales de l'hôtellerie ne disposent pas de statistiques officielles sur la part d'hôtels utilisant Booking en France, elles pointent régulièrement du doigt la domination de la plateforme en matière de réservation hôtelière.

En Europe, les réservations directement auprès de l'hôtel ne représentaient que 33% du chiffre d'affaires en ligne des hôtels en 2024, le reste venant de plateformes comme Booking ou Expedia, selon les données de la société spécialisée en technologies hôtelières D-Edge. Et selon la plateforme de données Statista, Booking est la plateforme la plus utilisée en France pour réserver un hôtel ou un logement touristique, devant Airbnb.

Marc Barennes est par ailleurs à l'initiative d'une action similaire dans le secteur de l'hôtellerie/restauration : celle opposant les restaurateurs aux émetteurs de titres-restaurant, sanctionnés pour pratiques anti-concurrentielles en France.

Quelque 8.000 points de vente ont rejoint cette procédure annoncée en 2021, et retardée en raison de difficultés d'accès aux documents permettant d'évaluer le préjudice, des bordereaux papier remontant à plusieurs années, explique l'avocat qui mène cette action via sa société Brandeis Fiducie.

«On espère pouvoir déposer la demande d'indemnisation avant la fin de l'année», précise-t-il.

Chassés du Pakistan

Des Afghans face au néant d'une vie à reconstruire

Poussée à partir du Pakistan où elle est née, Nazmine Khan découvre pour la première fois son pays, l'Afghanistan, dans un camp à la frontière. A 15 ans, elle sait peu de choses sur son avenir, simplement qu'elle risque d'avoir moins de liberté. «Nous n'avions jamais pensé que nous retournerions en Afghanistan. Quand nos parents nous ont dit qu'il fallait partir, nous avons pleuré», raconte à l'AFP l'adolescente qui vit avec six membres de sa famille sous la chaleur écrasante d'une tente du camp d'Omari, à Torkham, l'un des deux postes-frontières entre les pays voisins. Islamabad, qui les accuse d'être liés au terrorisme et au narcotrafic, a commencé début avril à expulser en masse les Afghans, avec ou sans papiers, parfois arrivés il y a des décennies pour fuir guerres et crises. Nombre d'entre eux n'ont pas attendu de se faire arrêter pour partir, imaginant leur sort inéluctable.

Depuis le 1er avril, plus de 92.000 Afghans sont repartis, d'après Islamabad, sur les trois millions que compte le pays. Les quatre frères et la sœur de Nazmine Khan sont également nés au Pakistan, où leurs grands-parents se sont installés dans les années 1960.

Leur tente est quasi vide: deux coussins, un linge faisant office de matelas, aucune couverture, mais une nuée de mouches et une multitude d'enfants aux doigts noircis et aux habits troués qui entrent et sortent. En ourdou, langue nationale du Pakistan, Nazmine explique qu'ils

iront «dans quelques jours chercher une location» dans leur berceau familial, ailleurs dans la province de Nangarhar.

«NOUVELLE VIE»

Interrogée sur son avenir, elle s'avoue «complètement perdue». Elle était déscolarisée au Pakistan et l'interdiction faite aux filles d'étudier au-delà du primaire par les autorités talibanes ne changera guère le cours de sa vie. Mais du peu qu'elle a entendu de son pays lorsqu'elle habitait dans le Pendjab, dans l'Est du Pakistan frontalier de l'Inde, elle sait qu'«ici il n'y a pas la même liberté». Depuis leur retour au pouvoir en 2021, les autorités talibanes ont imposé ce que l'ONU appelle un «apartheid de genre»: les femmes sont bannies des universités, des parcs et leur accès au marché du travail est restreint, tandis que les salons de beauté et les salles de sports pour femmes ont été fermés.

«C'est une nouvelle vie pour eux et ils la débutent avec très peu d'affaires, d'argent et de soutien», note Ibrahim Humadi, chef de projet de l'ONG Islamic Relief qui a installé 200 tentes à Omari. Certaines familles restent plus longtemps que les trois jours prévus à leur arrivée car elles n'ont nulle part où aller avec leurs maigres économies, dit-il à l'AFP. «Ils savent qu'ils seront soutenus dans leurs régions d'accueil mais aussi que la société afghane souffre déjà», ajoute-t-il. Selon l'ONU, 85% des Afghans vivent avec moins d'un dollar par jour.



«FAIRE DEMI-TOUR»

«Nous n'avions jamais vu (l'Afghanistan) de notre vie. Nous ne savons pas si on peut trouver du travail donc nous sommes inquiets», témoigne Jalil Khan Mohamedin, 28 ans, en amoncelant couettes, sommiers et ventilateurs dans un camion qui amènera les 16 membres de sa famille à Kaboul, où pourtant rien ne les attend.

Les autorités talibanes assurent préparer des villes dédiées aux réfugiés, notamment une dans la province de Nangarhar, mais elle consiste pour l'heure en une piste tracée au milieu d'un désert de cailloux.

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) réclame «davantage de clarté» pour s'assurer que ces sites sont «via- bles», en termes d'accès aux services de base, d'hygiène et d'éducation notamment.

Il faut s'assurer que le transfert des réfugiés y est «volontaire», insiste

Avand Azeez Agha, chargé de communication à l'OIM-Afghanistan.

L'air groggy, le frère de Nazmine, Dilawar Khan, ne digère toujours pas le départ du Pakistan, qui l'a vu naître il y a 25 ans. Son épouse, pakistanaise, a préféré divorcer que de le suivre. «Le premier jour, lorsque nous avons traversé la frontière, on a eu envie de faire demi-tour», dit l'ancien chauffeur routier. «Nous ne comprenons toujours pas. Là-bas, nous ne faisons que travailler».

Grèce

Le retard fatal d'Athènes pour se préparer aux canicules



Sur les hauteurs de Kypseli, l'un des quartiers les plus densément peuplés d'Athènes, des habitants déambulent dans un petit parc récemment créé pour apporter un peu de fraîcheur quand la capitale grecque suffoque, une initiative qui arrive avec beaucoup de retard, de l'avis d'habitants et d'experts.

Ce nouvel espace vert est la première «micro-forêt» d'Athènes voulue par son maire, Haris Doukas, qui veut planter 5.000 buissons et arbres par an. Dans cette cité méditerranéenne bétonnée, les espaces verts font cruellement défaut alors que le mercure dépasse régulièrement les 40°C durant plusieurs jours au cœur de l'été. Verdir les villes est une réponse crédible à l'effet dit d'«îlot de chaleur urbain», en Grèce comme dans les innombrables villes qui en souffrent déjà et en souffriront davantage avec le réchauffement futur, martèlent des experts.

Mais la réponse doit être massive, et Athènes

fournit un contre-exemple spectaculaire. Les petits arbres du parc d'Alepotrypa à Kypseli auront besoin d'environ une décennie pour grandir. «Trop peu, trop tard», déplore Katerina Christoforaki, architecte et urbaniste à l'Université Technique d'Athènes, dans un entretien à l'AFP.

La dernière tentative de réaménagement d'Athènes remonte à plus de 20 ans, avant les Jeux olympiques de 2004. Mais à l'époque la construction de stades et d'infrastructures de transport avait été privilégiée au détriment des espaces verts.

OCCASION RATÉE

«Nous n'avons mis l'accent ni sur la réduction du trafic automobile ni sur la modernisation des bâtiments», insiste Katerina Christoforaki. La plupart des bâtiments et des rues d'Athènes ont été construits avec des matériaux datant de plus de 40 ans

qui absorbent la chaleur en été. Et l'hiver, l'isolation est mauvaise, explique-t-elle. Le maire adjoint chargé du climat, Nikos Chrysogelos, ancien eurodéputé des Verts, convient qu'Athènes «a raté une occasion» de développer un dispositif anti-chaueur lors des travaux pour les JO de 2004. «A partir de 2000, nous aurions pu faire beaucoup plus car nous connaissions l'ampleur du problème», insiste-t-il. Avec près de quatre millions d'habitants, la grande région d'Athènes s'est développée de manière désordonnée tout en perdant 60% de ses forêts alentour en raison des incendies à répétition ces derniers étés, rappelle-t-il. La construction de hauts immeubles dans la banlieue balnéaire empêche l'air marin de rafraîchir la ville.

CHAUDRON BOUILLANT

Le centre d'Athènes est la deuxième zone la plus densément peuplée d'Europe après

Paris, selon Eurostat. La capitale ne compte que 0,96 mètre carré d'espace vert par habitant, selon l'OCDE, ce qui est bien loin de la recommandation de l'Organisation mondiale de la santé d'au moins neuf mètres carrés par habitant. Pour Ivona Kujda, une Athénienne de 54 ans, les vagues de chaleur de ces dernières années sont «alarmantes».

«Athènes est un bassin entouré de trois montagnes, nous sommes dans un chaudron bouillant», explique cette Polonaise installée depuis trois décennies en Grèce. En 2021, Athènes a enregistré la pire canicule de ces 30 dernières années avec des températures de 45°C. Les deux derniers étés, elle a souffert de canicules prolongées.

La Grèce a subi la mortalité liée à la chaleur la plus élevée d'Europe en 2023, selon une étude dans Nature Medicine. La ville a besoin d'une solution plus drastique que des «parcs de poche», réclame Achilleas Plitharas, un ancien responsable de la section grecque du WWF. «Ce n'est pas qu'Athènes a raté le train. Nous n'avons même jamais construit les rails pour un train», tance-t-il.

25.000 ARBRES D'ICI À 2028

«Une intervention à grande échelle est nécessaire», assure-t-il, qui pourrait aller jusqu'à la démolition «de blocs entiers (d'habitations) pour créer des corridors verts». Mais cela nécessite une volonté politique et des choix difficiles ainsi qu'une de coopération dont nous manquons», ajoute-t-il.

Maire d'Athènes depuis janvier 2024, Haris Doukas s'est engagé à planter 25.000 arbres d'ici 2028 pour tenter de réduire la température ressentie de trois à cinq degrés en été. De nouveaux capteurs fourniront des données de température en temps réel, quartier par quartier, lors des journées les plus chaudes pour planifier une réponse d'urgence si nécessaire. En attendant, chaque été, les Athéniens se débrouillent comme ils peuvent pour se protéger de la chaleur écrasante. Ivona Kujda ne travaille que le matin et en fin d'après-midi. Aux heures les plus chaudes, elle se réfugie dans sa maison climatisée. «Nous n'avons pas assez de verdure, ni assez d'oxygène», déplore-t-elle. «Je pense que ça va s'aggraver parce que le climat change».

Des shampoings aux aspirateurs
Le petit commerce souffre
des droits de douane de Trump

Prix des matières premières en hausse, clients moins dépensiers: dans sa petite boutique de farces et attrapes à Los Angeles, Patricia Loperena subit de plein fouet les conséquences de la guerre commerciale lancée par Donald Trump, un marqueur de ses 100 premiers jours de mandat. «Tout a augmenté», affirme à l'AFP Mme Loperena, qui vend surtout des piñatas, ces effigies en papier que l'on détruit à coups de bâtons pour en faire sortir des sucres, une tradition d'Amérique centrale très populaire. «Les gens arrêtent de dépenser et au lieu de faire une grande fête, ils en font une plus petite», précise la cheffe d'entreprise de 45 ans, qui a lancé son affaire avec sa famille il y a plus de dix ans.

Depuis son retour au pouvoir, Donald Trump a annoncé puis mis en pause des droits de douane. Actuellement, 10% de surtaxes sont en place pour la majorité des pays du monde mais le taux monte à 145% pour les produits chinois. Pékin a répondu par une surtaxe de 125% sur les biens américains. Dans ce contexte, Patricia Loperena a dû s'adapter: elle a notamment anticipé, passant des commandes pour ses stocks avant la mise en place des droits de douane. Mais son fournisseur l'a averti: sa prochaine commande lui coûtera plus cher. Dans sa boutique de Granada Hills, dans le nord de Los Angeles, les commandes se font plus rares que l'année précédente. «Les gens savent que tout est imprévisible, donc ils veulent être plus prudents», dit-elle.

«CA VA EMPIRER»

Plusieurs petits commerçants se retrouvent dans la même situation que Mme



Loperena et ont du mal à suivre les annonces fluctuantes de Donald Trump. «Tout vient de l'étranger, de Chine, de Taïwan», affirme Angel de Luna dans sa boutique de machines à coudre et d'aspirateurs, qui tourne surtout grâce à la réparation et au service client plutôt qu'aux ventes. Pour le jeune homme de 28 ans, qui doit déjà faire face à la rude concurrence du commerce en ligne, les droits de douane sont la goutte d'eau qui fait déborder le vase. «Nous résistons comme nous le pouvons», raconte-t-il, mais «ça va probablement empirer». Un constat partagé par OJ Longmire, qui gère un salon de coiffure. Les droits de douane «nous touchent tous», assure le barbier de 46 ans. Les lotions, équipements ou encore shampoings qu'il utilise «ne sont pas produits aux Etats-Unis», souligne celui qui a lancé son commerce en pleine pandémie de Covid-19. «Maintenant, nous devons faire attention à la façon dont nous les utilisons». «Aujourd'hui, ces nouveaux droits de douane compliquent tout», relève-t-il.

«BEAUCOUP D'ENNEMIS»

L'incertitude autour de ces surtaxes «rend fou» Marcos Ochoa, 67 ans, qui vend des produits et outils de jardinage. «Vous ne savez pas à quoi vous attendre, vous ne savez pas si vous allez payer plus cher», résume celui qui importe principalement ses produits du Japon et d'Europe.

Pour l'instant, il n'a pas vu d'augmentation des prix et pense qu'il est encore trop tôt pour en tirer des conclusions. Mais, selon lui, Donald Trump «devrait penser à ce qu'il va dire ou faire avant d'agir de manière automatique».

Il doit se calmer un peu. Lui qui a voté pour le républicain à la présidentielle de novembre, car il le trouvait bon pour le commerce, s'attendait à des droits de douane, mais pas aussi «élevés». Trump «était bon il y a quatre ans, mais maintenant, je ne sais pas», poursuit-il. «Il s'est fait beaucoup d'ennemis, ça c'est sûr».

Automobile
La crise existentielle de Nissan
exacerbée par les taxes américaines



Les taxes douanières américaines sur l'automobile plombent le constructeur japonais Nissan, déjà massivement endetté et déficitaire, pour qui les Etats-Unis restent un marché crucial: un défi existentiel, faute d'antidote évident et de partenaire après l'échec du mariage avec Honda.

Depuis début avril, Washington surtaxe à 25% les voitures importées aux Etats-Unis. Or, Nissan a réajusté l'an dernier 30% de ses ventes mondiales dans ce pays: 924.000 véhicules, dont 45% étaient importés du Japon et du Mexique. Le groupe est déjà fragilisé: il anticipe une perte nette annuelle de 500 millions d'euros sur l'exercice achevé fin mars, sur fond d'essoufflement des ventes. Pour se redresser, il avait annoncé début novembre vouloir supprimer 9.000 postes dans le monde et réduire de 20% ses capacités de production. Certes, Nissan produit en partie son SUV Rogue dans son usine du Tennessee, mais son importante production au Mexique «est un point négatif majeur», observe Christopher Richter, du consultant CSLA.

«Des entreprises comme Toyota et Honda, disposant de bases de bénéfices robustes peuvent mieux résister», mais pour Nissan, «l'impact sera énorme», indique à l'AFP Tatsuo Yoshida, analyste de Bloomberg Intelligence. Selon lui, absorber les surtaxes sans les répercuter aux consommateurs représenterait pour Nissan une perte annuelle de 2,7 milliards d'euros. Si Nissan reste en quête d'un allié après l'échec du rapprochement avec son compatriote Honda, «ce n'est pas un partenaire qui résoudra les problèmes douaniers», insiste une source industrielle proche du dossier, jugeant «plus urgent

d'intensifier son plan de redressement».

AJUSTER LES PRIX

Dans l'immédiat, Nissan assure «disposer de stocks importants chez (ses) concessionnaires américains, non affectés par les surtaxes». Des stocks s'expliquant par des ventes moroses, faute d'avoir proposé les modèles hybrides prisés par les consommateurs américains. Au-delà, «la réponse à court terme sera d'ajuster les prix de vente (des véhicules importés) aux Etats-Unis», souligne Tatsuo Yoshida. «Mais si vous augmentez les prix pour ne pas perdre vos marges, et que vos concurrents dans le même segment ne le font pas, alors vous perdrez immédiatement en volumes (de ventes)», s'alarme la source industrielle. «Et si tous augmentent leurs prix», cela découragera les acheteurs. Nissan prévoit d'adapter ses plans pour ses usines de Canton (Mississippi) et de Smyrna (Tennessee). Alors qu'il entendait la sabrer, il a annoncé maintenir la deuxième chaîne du SUV Rogue à Smyrna. Et il cessera de commercialiser aux Etats-Unis deux SUV produits au Mexique. Difficile d'imaginer des marchés alternatifs: «Nissan peine à vendre ses voitures partout, il n'est pas réaliste d'explorer d'autres marchés», cingle M. Yoshida.

«PAS DE SOLUTION MIRACLE»

«La solution la plus simple serait de transférer la production du Mexique et du Japon vers les Etats-Unis, cette stratégie prendrait six mois ou plus», explique à l'AFP Todd Duvick, du cabinet CreditSights. «Nissan étudiera ses options en matière de prix, transferts de production, changements de fournisseurs afin de privilégier les composants américains...», estime-t-il. Donald Trump vise la réindustrialisation, alors qu'environ la moitié des 16 millions de voitures vendues en 2024 aux Etats-Unis étaient importées. «Mais transférer sa production signifie créer des capacités, les outillages, trouver les fournisseurs... Pour réaliser quelque chose de significatif, ça prendra au minimum deux ans», au détriment d'usines japonaises, insiste la source proche. «Nissan nous a fait part de son intention de revoir une partie de sa production», s'inquiète auprès de l'AFP un responsable de la préfecture de Fukuoka (sud du Japon) qui abrite deux filiales produisant notamment le Rogue. Nissan pourrait en profiter pour commencer à produire aux Etats-Unis des modèles hybrides et électriques adaptés au marché américain. Vu l'ampleur et le coût des projets, «ce n'est pas une solution miracle. Cela deviendra une option à long terme, mais je doute qu'un constructeur japonais soit prêt à franchir le pas», affirme Tatsuo Yoshida. Face aux revirements fréquents de l'administration Trump, «la mesure la plus réaliste est de se préparer sans épuiser ses ressources et effectifs: opter d'abord pour (l'ajustement des prix), et, si la situation perdure, transférer la production», ajoute-t-il. Si les barrières douanières s'installent, «cela pourrait porter un coup fatal à Nissan, qui se trouverait à court de liquidités» mais un allié pourrait apporter son secours, «qu'il s'agisse de Honda ou d'une firme tech», juge-t-il. «Même si cela ne constitue pas un coup mortel pour Nissan, cela pourrait certainement rendre son plan de redressement et sa survie à long terme plus difficiles», complète M. Duvick.

Publicité

APARTEMENTS

■ A vendre F2 3^e étage superficie 55 m², à Cap-Falcon, acté et livret foncier - Tél : 0666.19.98.50

■ Vends 2 apparts de 83 m², chacun, actés, au 1^{er} étage d'une villa, pour habitation ou activité à Haï Khe-misti, Bir el Djir plus studio, au 3^e et dernier étage, -Tél : 0792.08.33.09

TERRAINS

■ Beni Saf : Vds terrain clôturé 250 m², puits, 3 façades,, vue sur mer, centre-ville, 2 entrées, eau, gaz, élec + livret foncier-Tel : 0773.60.02.14-0771.43.10.82

DIVERS

■ Licence cafétéria wilaya d'Oran à louer -Tél : 0796.17.16.93 -0549.73.36.60

■ Professeur de danse classique donne cours à domicile pour les enfants. Veuillez contacter le 0775.80.83.14

DÉCÈS

Les familles BELBOURI, KEBIR, BENBEKHTI, RAHALI de

Mascara, Oran et Sidi Bel-Abbes ont l'immense douleur d'annoncer

le décès de leur mère, grand-mère et tante

Madame BELBOURI née KEBIR Zoulikha

survenu le 11 avril 2025.

الله یرحمها
إننا لله و إنا إلیه راجعون

2

20.10 Cette nuit-là



Série de suspense - France - 2024
Saison 1 - Episode 1/4
Avec Barbara Probst, Pascal Elbé, Hugo Becker, Fanny Cottençon
Septembre 2001. Après une dispute avec ses parents, Sofia Legrand, 15 ans, décide de faire le mur pour aller rejoindre son petit ami. Quand elle se réveille le lendemain matin, la maison est silencieuse, ses parents et son frère ont mystérieusement disparu. Vingt-trois ans après, Sofia sort son premier roman. Lors d'une séance de dédicace, elle découvre des exemplaires de son livre lacérés.

3

20.05 Des racines et des ailes



Présenté par Carole Gaessler
Le Pays basque dévoile ses richesses cachées à travers les yeux de passionnés. Un randonneur retrace l'itinéraire des mousquetaires, témoins du mariage royal de 1660. Un historien fait revivre l'âge d'or de l'architecture balnéaire, ouvrant les portes de somptueuses villas. Un dessinateur explore les chemins empruntés par les réseaux de résistance durant la Seconde Guerre mondiale. Un chef étoilé redécouvre des saveurs locales oubliées, tandis qu'un berger perpétue la tradition de la transhumance.

4

20.00 Corsu Mezu Mezu, le concert



Sur l'Île de Beauté, Patrick Fiori célèbre le répertoire musical corse dans un mélange des voix et des générations. En solo, duo, trio ou collégiale, une quinzaine d'artistes et formations musicales interpréteront une vingtaine de chansons du patrimoine : «Chi fa», «Viaghji», «Tì vecu o la mio bandera», «Terra Corsa», «Corsica», «Catena», «Diu Vi Salvi Regina». Entourés de musiciens, de nombreux chanteurs passeront sur scène.

5

arte

TMC

10.00 Déco pour tous, l'envers du décor
11.05 Vivre loin du monde
11.55 Sale temps pour la planète
12.35 Le Mag de la santé
13.40 Au bout c'est la mer
14.05 J'irai dormir chez vous
15.00 Le Honduras, côté sauvage
15.55 C pas si loin
16.40 C dans l'air
17.55 C à vous
19.05 C à vous la suite
20.05 La grande librairie
21.35 C ce soir

11.35 Des volcans et des hommes
12.00 Portables : la révolte des parents
12.35 Vacances à Paris
14.05 Food Markets
14.50 Les perles de la taïga : la réserve de Berezinsky
15.35 Axolotl, la salamandre miraculeuse
16.20 Invitation au voyage
17.55 Voyage en cuisine
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes
20.00 Les leçons persanes
22.00 Emilie Schindler : une liste, une héroïne

08.55 Ghost Whisperer
12.30 Hercule Poirot
18.10 Petits plats en équilibre
18.15 Quotidien, première partie
19.45 Quotidien
20.25 Mais où est donc passée la 7ème compagnie ?



22.10 90' Enquêtes



6 20.10

TOP CHEF

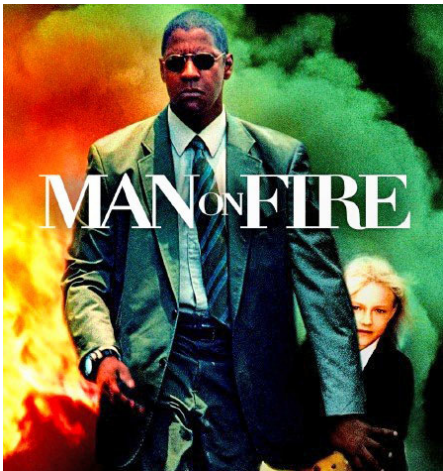
Saison 16

Présenté par Stéphane Rotenberg, Hélène Darroze, Stéphanie Le Quellec, Philippe Etchebest, Paul Pairet, Glenn Viel

Les six meilleurs candidats des semaines précédentes sont ce soir jugés par des inspecteurs du guide Michelin. Ils relèvent deux défis prestigieux dont le second, inspiré par le chef italien Niko Romito, consiste à magnifier un seul produit pour en faire un plat trois étoiles. A la fin des deux épreuves, après dégustation, les juges de la soirée désignent leur coup de coeur. Le candidat terminant dernier participe alors à l'épreuve éliminatoire aux côtés des quatre autres cuisiniers non qualifiés pour la première partie de l'émission. L'un d'entre est définitivement éliminé.

ACTION 19.50

MAN ON FIRE



Thriller - Suisse - Grande-Bretagne - Etats-Unis - Mexique - 2004

Avec Denzel Washington, Radha Mitchell, Dakota Fanning, Christopher Walken
Mexico est depuis six jours le théâtre d'enlèvements d'enfants de parents fortunés. L'industriel Samuel Ramos et sa femme Lisa engagent alors John Creasy, ancien agent de la CIA, pour assurer la protection rapprochée de Pita, leur fillette de 9 ans. Creasy tolère à peine cet enfant précoce, qui ne cesse de l'interroger sur sa vie. Mais, peu à peu, il apprend à l'apprécier. Pita est enlevée. Creasy se lance dans une vendetta.

RTL9 19.55

LA NUIT AU MUSÉE



Comédie - États-Unis - Royaume-Uni - 2006

Avec Ben Stiller, Carla Gugino, Dick Van Dyke, Mickey Rooney
Récemment embauché comme agent de sécurité au Muséum d'histoire naturelle de New York, Larry fait une découverte stupéfiante lors de sa première nuit de travail : tout le musée - animaux empaillés, figures de cire, statues - prend vie à la nuit tombée. Face à l'invasion des Huns, à l'escapade d'un tyranosaurus et à un insupportable singe farceur, Larry se retrouve vite débordé.

TÉLÉVISION

TF1

20.10 Grey's Anatomy



Série hospitalière - Etats-Unis - 2024
Saison 21 - Episode 1/18

- Pour un monde meilleur
Avec Ellen Pompeo, Chandra Wilson, James Pickens Jr., Kevin McKidd
Droite dans ses bottes, Catherine assume de s'être séparée de plusieurs figures emblématiques du Grey Sloan qui avaient fait fi de son autorité. La directrice compte également garder la main sur les travaux de recherche de Meredith et Amelia. Ses décisions mettent les services en émoi. Son fils tente d'arranger la situation.

6

22.35 Top chef : Les brigades cachées



Présenté par Stéphane Rotenberg
Trois candidats éliminés lors des émissions précédentes de Top Chef s'affrontent lors de défis avec un objectif : revenir dans la compétition officielle. Cette année, ils sont jugés par les deux chefs Éric Frechon et Fabien Ferré qui peuvent compter sur le palais affûté du critique culinaire François-Régis Gaudry. Au final, deux participants pourront faire leur retour dans le concours principal, aux portes des phases finales.

CANAL+

20.09 Guillermo Ruiz : Ozzy



Après des années d'excès, Guillermo Ruiz a décidé de mener une vie calme et bien rangée entouré de sa compagne et de son chien. Sur la scène du Paradis Latin, à Paris, l'humoriste invite le spectateur à suivre ses pensées et ses réflexions sur cet univers peut-être un peu trop tranquille pour lui. Avec son ton mordant et incisif, il met ainsi en exergue les incongruités et les difficultés qui peuvent survenir lorsque l'on partage sa vie à deux, tout en abordant des thèmes profonds comme le don de soi, le partage des sentiments et la construction d'un couple équilibré.

PLANETE +

TFX

W9

09.32 Charles III, un royal destin
11.09 Navires de légende
12.53 Les espionnes disparues de la Seconde Guerre mondiale
14.44 L'Europe des merveilles
16.40 Le mystère de l'homme de Denisova
17.32 Enfant sapiens
18.24 American Pickers, la brocante made in USA
19.55 Les six femmes d'Henri VIII
21.55 Jules

11.00 Clap !
11.30 TFX infos
11.35 Petits plats en équilibre
11.40 Super Nanny
15.20 Quatre mariages pour une lune de miel
17.15 Quatre mariages pour une lune de miel
19.05 Plus belle la vie, encore plus belle
20.05 Petits plats en équilibre
20.10 Super Nanny

08.00 Kaamelott
10.00 NCIS
15.40 Un dîner presque parfait
18.50 The Power : qui a le pouvoir ?
20.05 Météo
20.10 Enquêtes criminelles



Le gouvernement américain va collecter les dettes étudiantes impayées

Le gouvernement américain a annoncé qu'il allait commencer dès le mois prochain à recouvrer les dettes étudiantes impayées, y compris au moyen de saisies sur les salaires, après une pause de plusieurs années. Cette mesure concerne plus de cinq millions de personnes qui se trouvent en défaut de paiement, a indiqué lundi le ministère américain de l'Éducation dans un communiqué, ajoutant que quatre millions de personnes supplémentaires accusaient des retards importants dans leurs remboursements.

En 2020, lors de son premier mandat, le président américain Donald Trump avait mis en pause le remboursement de la colossale dette étudiante, qui représente un fardeau pour de nombreux ménages, dans le cadre de mesures visant à soutenir les consommateurs américains en pleine pandémie de Covid-19. Cette période d'indulgence avait ensuite été prolongée par son successeur, l'ex-président démocrate Joe Biden, qui a tenté à plusieurs reprises d'effacer une grande partie de cette dette étudiante. Mais en 2023, la Cour suprême majoritairement conservatrice avait retoqué une partie de ces mesures.

Ethiopie : l'aide pour 650.000 femmes et enfants interrompue



Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déploré mardi devoir interrompre en mai l'aide en Ethiopie pour 650.000 femmes et enfants souffrant de malnutrition en raison d'un manque de financement.

Sans aide d'urgence, 3,6 millions de personnes n'auront plus accès «dans les semaines qui viennent» à l'aide alimentaire, a aussi averti dans un communiqué l'organisation onusienne. Le PAM, «contraint d'interrompre le traitement de 650.000 femmes et enfants souffrant de malnutrition en mai», prévoyait de fournir une assistance nutritionnelle vitale à deux millions de mères et d'enfants en 2025. Outre l'arrêt des programmes d'aide sous l'égide de l'Agence américaine de développement (USAID) décidé par Donald Trump lors de son retour à la Maison Blanche, plusieurs pays occidentaux ont taillé dans leurs dépenses en la matière.

Ces coupes claires interviennent alors que l'Ethiopie, géant d'Afrique de l'Est d'environ 130 millions d'habitants, est confronté à de nombreux défis. Une sanglante guerre civile qui a opposé les forces fédérales à des rebelles a ravagé entre novembre 2020 et novembre 2022 la région septentrionale du Tigré, faisant au moins 600.000 morts.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Burkina : le gouvernement affirme avoir déjoué un «grand complot»



Le régime militaire au pouvoir au Burkina Faso a affirmé lundi soir avoir déjoué un «grand complot en préparation» visant à «semer le chaos total» et dont les cerveaux seraient localisés en Côte d'Ivoire, régulièrement accusée par la junte au pouvoir d'héberger ses opposants.

«Le travail minutieux du service de renseignement (a) révélé un grand complot en préparation contre notre pays

dont le but ultime est de semer le chaos total», a indiqué le ministre de la Sécurité Mahamadou Sana dans une déclaration lue à la télévision nationale.

«Les cerveaux à l'extérieur du pays sont tous localisés en Côte d'Ivoire», a-t-il ajouté, citant notamment le commandant Joanny Compaoré et le lieutenant Abdramane Barry, tous déserteurs.

Depuis l'arrivée au pouvoir

du capitaine Ibrahim Traoré par un coup d'Etat en septembre 2022, les enlèvements ou arrestations extrajudiciaires, en particulier de civils considérés comme hostiles au régime militaire et de militaires accusés de complot, se sont multipliés.

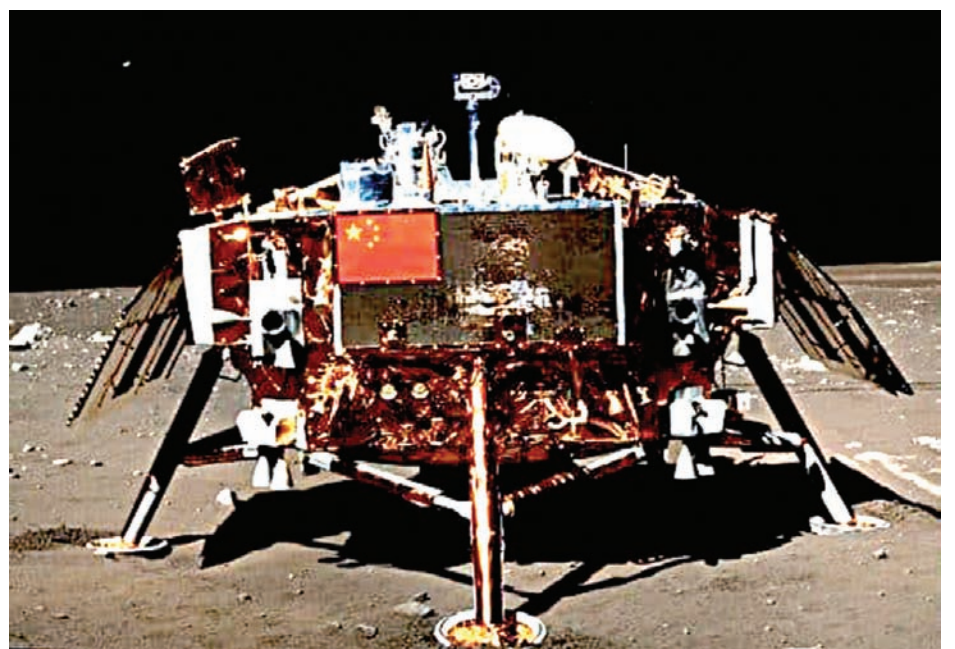
Une dizaine d'autres officiers et de sous-officiers dont le commandant Ouedraogo Frederic, ont été interpellés selon le ministre Sana.

La Chine décide d'aller sur la Lune

La Chine devrait lancer cette semaine une nouvelle mission habitée dans l'espace, poursuivant son objectif d'envoyer des astronautes sur la Lune dans les cinq prochaines années.

La mission Shenzhou-20 décollera du centre de lancement de Jiuquan, dans le nord-ouest du pays, avec à son bord trois astronautes.

L'équipe a pour destination la station spatiale Tiangong, construite par la Chine, où elle séjournera pendant environ six mois. La mission doit contribuer à l'objectif ambitieux de la Chine d'envoyer des astronautes sur la Lune d'ici 2030, puis d'y construire une base lunaire. Le vaisseau Shenzhou et sa fusée porteuse Longue Marche-2F ont déjà été transférés sur le site de lancement, et seront lancés «en temps voulu dans un avenir proche», avait déclaré la semaine dernière l'Agence spatiale chinoise. «A l'heure actuelle, les installations et équipements du site de lancement sont en bon état. Les inspections fonctionnelles et les tests conjoints seront effectués comme prévu», a indiqué l'Agence chinoise des vols spatiaux habités (CMSA).



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

AU TRAVERS DE LA NUDITÉ D'UN PAPE

Après son décès, plus que la peine et les regrets qu'il a laissés, le pape François par son atypisme n'a pas été un pontife ordinaire à l'image de ceux qui l'ont précédé et que le monde catholique a connus. Il s'était démarqué par ses actes et ses paroles à s'évertuer à donner son vrai sens à l'humanité.

Les autres, dans leur majorité, avaient gardé un profil monarchique, préférant s'élever au-dessus des hommes en nourrissant une sacralité moyenâgeuse à la limite d'un décalage avec la réalité d'une humanité déboussolée. Le pape François, lui, a gardé les pieds sur terre pour s'investir dans un rôle binaire de chef d'Etat et en même temps de responsable d'une ONG

mondiale directement concernée par les malheurs rampants de l'être humain, allant jusqu'à dénier une constante chrétienne qui veut que la souffrance sur terre est un indéfectible héritage pour l'homme.

On l'a vu s'investir directement aux côtés des Palestiniens de Ghaza en dénonçant avec la plénitude des mots le génocide dont ils sont victimes. On l'a vu aussi partir en bataille contre le catastrophique sort des migrants et à sa façon, il ne s'est pas retenu pour maudire l'érection des murs et des frontières en recommandant l'impérieux rapprochement entre les peuples et les

hommes. Il n'a pas cessé de répéter avec force que la race humaine est une et confondue quelles que soient les couleurs, les cultures et les religions.

Cependant, à travers la nudité de ses engagements et sa recherche soutenue d'une large proximité avec les autres, émerge un constat révélateur d'un monde chrétien en voie de déphasage.

Dans le lot de ses préoccupations envers les anachronismes dans la profonde mue de la société chrétienne et avec ses vérités énoncées dans un langage peu diplomatique, il n'a pas manqué de dénoncer sa profonde décadence.

On doit lui reconnaître le mérite d'avoir clairement mis le doigt sur les tares profondes d'une civilisation dominante.

Plus de 100.000 Afghans ont dû quitter le Pakistan en trois semaines



Plus de 100.000 Afghans, pour plus de la moitié des enfants, ont quitté le Pakistan qui a lancé il y a trois semaines une campagne d'expulsion massive visant des migrants parfois nés sur son sol ou y résidant depuis des décennies. Le ministère pakistanais de l'Intérieur a recensé «100.529 Afghans (ayant) quitté le pays» depuis le 1er avril. Islamabad, qui voit les violences exploser dans ses régions frontalières avec l'Afghanistan, accuse les trois millions d'Afghans vivant sur son sol d'être «liés au terrorisme et au narcotrafic». En rétorsion, il a purement et simplement annulé au 1er avril les 800.000 cartes de résidence distribuées à des Afghans. Fin 2023 déjà, quelque 800.000 Afghans étaient rentrés dans leur pays d'origine lors d'une première campagne similaire. Kaboul, dont le gouvernement taliban n'est reconnu par aucun pays au monde, se dit «préoccupé» et «dégû» par ces expulsions et accuse son voisin d'utiliser les migrants «à des fins politiques».